L'unité

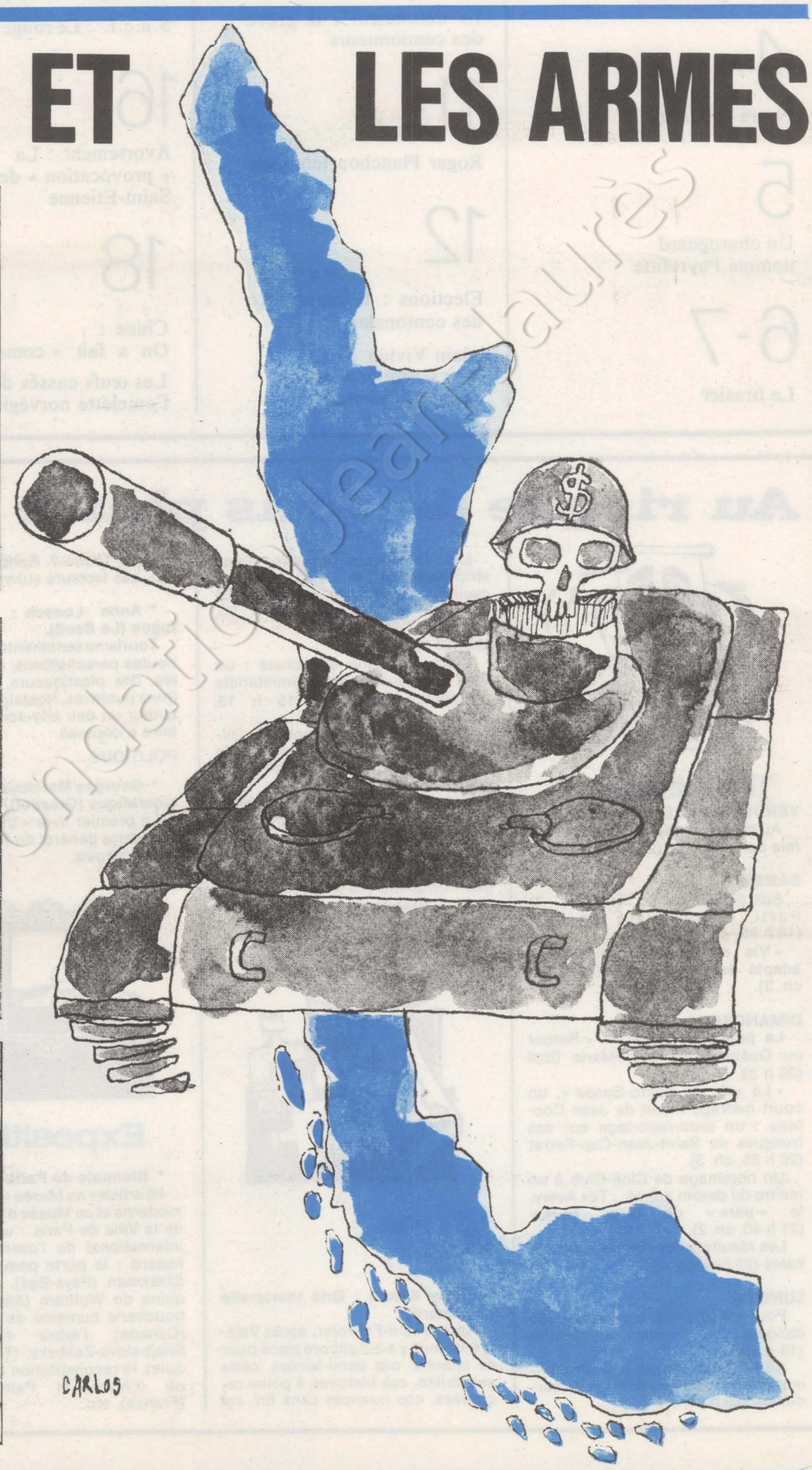
N°77 - 2F50 L'hebdomadaire du Parti socialiste 21-27 septembre 1973

LE PEUPLE ET LES ARMES









© Jean Jaurès Fondation

Sommaire

3
Chili : Le peuple et les armes, par Régis Debray

4
Notre solidarité

5
Un charognard nommé Peyrefitte

6-7
Le brasier

8
Histoire d'un sabotage, par Sylvain Gouz

Le détonateur : la grève des camionneurs

11
Roger Planchon témoigne

12
Elections : L'importance des cantonales

Alain Vivien : Mon « métier » de conseiller général

13
Villes nouvelles : Evry, un « paradis » perdu

14
Lip : Au finish

Westinghouse en panne

S.n.c.f. : Le rouge est mis

16
Avortement : La « provocation » de Saint-Etienne

18
Chine : On a fait « comme si »

Les œufs cassés de l'omelette norvégienne

20
Livres : D'un communisme à l'autre

O.r.t.f. : Télé-Pompidou et Radio-Mourousi

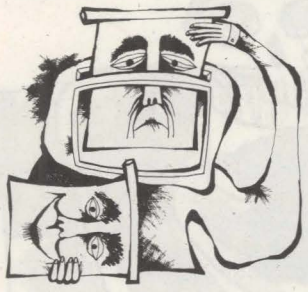
La longue percée de Cora

22
Société : Cherchez la femme

24
L'enjeu suédois, par Olof Palme

PHOTOS ET DESSINS
Carlos Brito (page 1) Jean-Pierre Coureuil (pages 5-13). Droits réservés (pages 22-23). Keystone (pages 18-19). Pascal Lebrun (pages 3-4-15). Photo lib. (pages 6-7-8-9). Christian Spillmaecker (pages 11-20). Teich (page 10). U.p.i. pages 1-6-7). Vie ouvrière (pages 6-7-9).

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 21 SEPTEMBRE

Au magazine Plein cadre : Anatomie de la Bourse (21 h 25, ch. 1).

SAMEDI 22

Aux Actualités de l'Histoire : le Parti communiste chinois (18 h 25, ch. 2).

« Vie et mort du roi Jean », adapté de Shakespeare (20 h 35, ch. 3).

DIMANCHE 23

La première partie du « Retour au Québec » de Jean-Marie Drot (20 h 35, ch. 2).

« La villa de Santo-Sospir », un court métrage inédit de Jean Cocteau : un auto-reportage sur ses fresques de Saint-Jean-Cap-Ferrat (20 h 35, ch. 3).

Un hommage de Ciné-Club à un maître du dessin animé : Tex Avery, le « père » de Bugs Bunny (21 h 40, ch. 2).

Les résultats des élections cantonales (22 heures, ch. 1).

LUNDI 24

Pour consommateurs avertis : les dangers des produits de beauté (18 h 50, ch. 3).

A l'émission Actuel 2, le Pr Guilmet et les problèmes de la greffe cardiaque (20 h 35, ch. 2).

Les fantasques amours d'une strip-teaseuse et d'un coureur cycliste : « Une femme est une femme », de Godard (20 h 35, ch. 3).

MARDI 25

Violence, haine et lâcheté : un film insidieusement antimilitariste d'Aldrich, « Attaque » (15 h 15, ch. 2).

Alexandre Dumas adapté par Gilles Grangier : « Les Mohicans de Paris », le nouveau feuilleton de la 1re chaîne (20 h 15, ch. 1).

Reportage-débat : la vocation d'instituteur (21 h 05, ch. 1).

JEUDI 27

La conférence de presse de Georges Pompidou (15 h 30, ch. 1 et 2).

Au magazine 52 : Vivre en Allemagne de l'Est (20 h 35, ch. 3).



Livres

ROMANS

*** Guy Rohou : Gris tourterelle (Gallimard).**

Après Alain-Fournier, après Valéry Larbaud, y a-t-il encore place pour ce charme, ces demi-teintes, cette sensibilité, ces histoires à peine racontées, ces nuances sans fin, cet univers feutré ? Rohou parie que oui. Les lecteurs suivront-ils ?

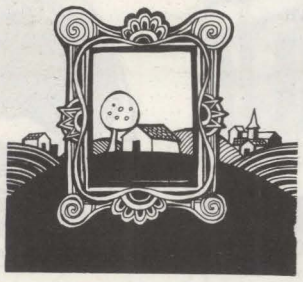
*** Anne Loesch : La grande fugue (Le Seuil).**

Tourisme sentimental dans l'Algérie des parachutistes, des putschistes, des plastiqueurs, des expéditions punitives. Nostalgie vaine d'un auteur un peu boy-scout que l'Histoire a dépassé

POLITIQUE

*** Georges Marchais : Le défi démocratique (Grasset).**

Le premier livre « théorique » du secrétaire général du Parti communiste français.



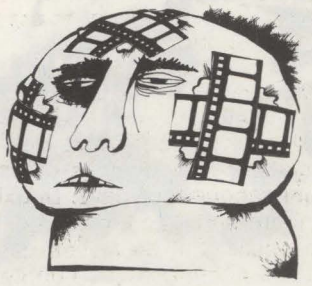
Expositions

*** Biennale de Paris 1973.**

96 artistes au Musée national d'Art moderne et au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris : un panorama international de l'avant-garde. Au hasard : la porte pneumatique de Staakman (Pays-Bas), les mannequins de Wolfram (Allemagne), la boucherie humaine de Mark Pront (Canada), l'arbre d'amour de Shejbalova-Zelibska (Tchécoslovaquie), la reconstitution d'Ostia Antica d'Anne et Patrick Poirier (France), etc.

En plus des arts plastiques : des colloques, des films, des concerts (musique contemporaine, jazz, pop music), du théâtre.

De nombreuses galeries, des centres culturels accueillent également des manifestations parallèles (calendrier de la Biennale expédié gratuitement sur demande ; tél. 622.05.20).



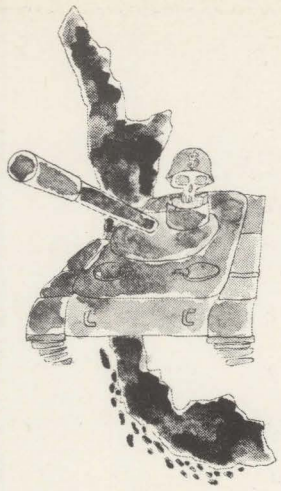
Cinéma

*** Michelangelo Antonioni : Chung Kuo.**

Quand l'auteur du « Désert rouge » devient reporter, cela donne un film impressionniste fort insolite. Moins par ce qu'il nous montre — la Chine de 1972 — que par la façon dont il nous le montre : en visiteur un peu détaché qui garde ses distances, sans juger ni s'engager, presque froidement. Pour nous forcer à nous sentir nous-mêmes des intrus face au « mystère », dans tous les sens du terme : le mystère qu'on ne perce pas, et le mystère que, dans toutes les religions, on célèbre.

*** Ingmar Bergman : Cris et chuchotements.**

Le retour du grand cinéaste suédois. Pas seulement à cause de son triomphe à Cannes, le film le plus important de l'année.



CHILI : LE PEUPLE ET LES ARMES

par Régis Debray

En dépit de la censure imposée par la junte militaire, des informations et des témoignages parviennent du Chili. Il confirment que les nouveaux maîtres de Santiago exercent une répression impitoyable contre les forces populaires, mais aussi que la résistance s'organise sous diverses formes, à l'intérieur comme à l'extérieur. La réunion qui s'est tenue mardi à Rome, en présence de plusieurs représentants de l'Unité populaire qui se trouvaient en Europe, et à laquelle assistaient également les représentants des organisations de gauche politiques et syndicales françaises et italiennes — Didier Motchane y représentait le P.s. français — est une étape importante vers la constitution d'un front de toutes les forces populaires autour des travailleurs chiliens.

Dans quelle mesure ceux-ci ont-ils été pris de court par le putsch militaire, auquel ils s'attendaient pourtant depuis plusieurs semaines ? Quelles sont aujourd'hui leurs perspectives de résistance aux fascistes qui se sont emparés du pouvoir ? Comment la solidarité peut-elle s'organiser et se développer en Amérique latine, en Europe et particulièrement en France ? Telles sont quelques-unes des questions que Claude Estier a posées à Régis Debray, qui se trouvait encore au Chili à la fin du mois d'août et a été l'un des derniers Français à s'entretenir longuement avec Salvador Allende. Voici ses réponses.

— A toutes ces questions, on ne peut répondre qu'en prenant deux précautions. D'abord, ce sont les Chiliens qu'il faut interroger sur le pourquoi et le comment de la crise qui secoue leur pays. Deuxièmement, il est encore trop tôt pour dégager une analyse rigoureuse tant au niveau des faits que des leçons politiques que l'on peut tirer de ces faits.

Il est vrai qu'Allende tendait à freiner la mobilisation des travailleurs, et ce à l'encontre de la ligne du Parti socialiste chilien, qui voulait développer ce qu'il appelait le pouvoir populaire, c'est-à-dire les « cordons industriels » et les « commandos communales ». Mais il faut resituer le problème dans une histoire : le prolétariat s'est avéré être, au Chili, la classe révolutionnaire « jusqu'au bout ». Il l'a prouvé. Cependant, le prolétariat chilien de 1973 n'est pas celui de 1970. La classe ouvrière n'est pas une essence abstraite. Elle a une histoire, une mentalité qui évoluent avec les événements. En 1970, les travailleurs chiliens étaient légalistes comme tout le monde. Ce n'est qu'au sein de cette expérience très dure de lutte de classe intense qu'ils ont compris que la légalité n'était qu'un instrument aux mains de la bourgeoisie, laquelle s'en servirait jusqu'à ce que cette légalité la serve. C'est-à-dire que le conflit de classes est devenu de plus en plus brutal, en dehors des cadres institutionnels.



Manifestation de solidarité, à Paris.

Cela, les travailleurs l'ont compris, particulièrement à partir d'octobre 1972 et ils ont commencé à s'organiser parallèlement et indépendamment du gouvernement, jamais contre lui, mais comme mobilisation complémentaire.

Il faut dire qu'il y a entre 200 000 et 250 000 militants socialistes et communistes au Chili, en majorité ouvriers. On estimait à 20 000 le nombre des travailleurs en armes, ou en état de porter des armes, ou en état d'en trouver. C'est dire qu'il y a eu mobilisation. Il y a même eu, jusqu'à un certain point, militarisation. Si la junte a précipité le « coup », c'est qu'elle s'est rendu compte, au cours des perquisitions opérées par l'armée, qu'il y avait effectivement des armes dans les usines — des armes rudimentaires, évidemment.

Il est vrai que cette mobilisation a commencé tard. Mais pouvait-elle commencer plus tôt, étant donné le rapport des forces sociales au Chili ? Le prolétariat n'est pas la seule classe qui compose la société. Son isolement était un fait de plus en plus patent au cours de la dernière année, et des derniers mois en particulier. Je veux dire que le prolétariat tendait à s'isoler de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, ce qui s'exprimait au niveau politique par l'impossibilité de rétablir le dialogue avec la Démocratie chrétienne. L'Histoire tend à prouver que lorsque le prolétariat livre une bataille militaire insurrectionnelle seul, sans alliés, il est défait. C'est peut-être l'histoire de la Commune de Paris qui se reproduit actuellement au Chili.

Il ne s'agit là que d'hypothèses, mais on ne peut contester l'isolement social et politique du prolétariat chilien. Il a livré bataille, il a démontré un niveau de conscience extraordinaire. Seulement, le propre des batailles, c'est qu'on peut les perdre. Sur le plan du rapport des forces technico-militaires, on ne peut pas combattre contre une armée de 75 000 hommes qui dispose d'aviation et de chars. Certes, les commandos peuvent manier des bazookas, mais les travailleurs n'ont pas acquis cet apprentissage technique et c'est une lutte qui s'est opérée, j'imagine, avec des fusils contre des chars, avec des explosifs contre des mortiers et des bombardiers. Pas d'armement anti-aérien, bien sûr et pas question d'en acquérir, puisque le Chili vivait dans la légalité, n'était pas en état de guerre. Le seul fait d'en acquérir eût déclenché le coup d'Etat beaucoup plus tôt (car on peut se demander pourquoi le coup n'a pas eu lieu plus tôt, au lieu de toujours se demander pourquoi il a lieu maintenant.)

Bref, le rapport de forces sur ce plan là était évidemment défavorable. Reste le rapport de forces global, où évidemment le poids spécifique du prolétariat dans la production et l'incapacité des bourgeois à faire fonctionner les usines autrement que

→



CHILI: LE PEUPLE ET LES ARMES

comme patrons, amènera, j'en suis convaincu, un renversement progressif de la situation, à travers des formes de résistance peut-être non directement insurrectionnelles, mais peut-être beaucoup plus efficaces que les bastions qui survivent à l'heure actuelle.

— Ce qui signifie que l'on peut s'attendre à un développement de la résistance populaire sous des formes nouvelles ?

— J'en suis convaincu, mais cette résistance doit évidemment changer de forme. Elle ne peut soutenir un combat frontal contre une armée qui n'a pas encore laissé percer des divisions ou des dissensions internes, avec une puissance de feu considérable, avec un soutien logistique assuré par les Etats-Unis, avec l'appui politique de partis importants, un parti de droite et le parti démocrate chrétien qui s'est révélé être de droite dans sa majorité. Tout cela rend difficile, peut-être même suicidaire, le prolongement d'une résistance armée ouverte.

Cependant, en l'état actuel des informations dont nous pouvons disposer, il apparaît que les responsables et les cadres politiques et syndicaux de l'Unité populaire sont vivants dans leur majorité, qu'ils sont en état d'organiser des réseaux de résistance et qu'ils sont aussi en état de prendre contact avec leur base. C'est-à-dire que les militaires ne paraissent pas avoir réussi à décapiter le mouvement populaire.

— En dépit de la répression sanglante à laquelle ils se livrent depuis le 11 septembre ?

— La répression a frappé à la fois certains commandos d'élite de l'Unité populaire et du Mir, qui ont harcelé dans les rues les patrouilles et les blindés de l'armée. Celle-ci a dû utiliser beaucoup d'hélicoptères pour venir à bout des francs-tireurs. Ces commandos, particulièrement entraînés, ont dû souffrir, mais je pense qu'ils sont loin d'avoir disparu. D'autre part, les travailleurs, en défendant leurs usines, les étudiants, en défendant les universités, ont dû subir des pertes considérables. Mais je pense que les cadres politico-militaires vitaux pour la résistance ne sont pas profondément atteints.



La solidarité de la gauche toute entière.

Cela dit, géographiquement, le Chili ne se prête pas, ou se prête difficilement, à une guerre civile prolongée. Le pays peut être facilement isolé du reste du monde. Ce n'est pas l'Espagne. Y acheminer les armes de l'extérieur est difficile. Les communications internes sont très précaires. Le réseau routier est facilement contrôlable, puisqu'il n'y a pratiquement qu'une seule route du Nord au Sud. La grève des camionneurs a démontré à quel point était crucial le problème des communications. En ce qui concerne les pays voisins, l'Argentine se trouve elle-même dans un état d'isolement géopolitique grave, cernée par le Brésil, l'Uruguay, la Bolivie et maintenant le Chili. Et il est peu probable que le gouvernement populaire argentin, qui connaît par ailleurs de sérieuses contradictions internes, puisse prendre des risques. Le Pérou n'est pas non plus en état, me semble-t-il, de prendre position. Reste le Mexique. On a remarqué que le président Etchevarria a tenu à recevoir personnellement la veuve du président Allende. Mais le Mexique est loin du Chili.

Les conditions sont donc très dures. Mais, peut-être pour la première fois depuis de très longues années en Amérique latine, une lutte armée peut se développer avec une base de masse, une base de classe organisée, politiquement mûre, endurcie par les derniers événements. C'est-à-dire qu'on va peut-être au Chili, sortir du cercle vicieux qui a été jusqu'à présent l'Histoire de l'Amérique latine depuis la révolution cubaine : ce va-et-vient des armes sans le peuple et le peuple sans les armes. Les conditions sont peut-être réunies cette fois pour rompre ce dilemme.

— Dans cette perspective, la solidarité qui peut s'organiser en Europe aurait sans doute une importance capitale. Quelles formes peut-elle prendre, particulièrement dans notre pays ?

— S'il ne faut pas éluder les enseignements politiques qui découlent de la crise chilienne, l'heure est à l'unité. Il ne faut pas se perdre dans des détails internes. Et il faut que toute la gauche européenne se mette à la disposition du commandement unifié populaire qui va naître obligatoirement dans les prochains jours et va se faire connaître. Nous devons mettre toutes nos ressources politiques, matérielles et morales à sa disposition. Il faudrait obliger le gouvernement français à ne pas se laver les mains dans cette affaire, à intervenir pour sauver un certain nombre de gens qui peuvent l'être. Il faut aussi résister à la campagne d'intoxication et de désinformation systématique à laquelle se livre l'O.r.t.f. depuis quelques jours.

Il est difficile d'anticiper sur les événements à venir, mais l'essentiel est que cette solidarité soit unitaire, coordonnée et subordonnée à la direction que le peuple chilien va se donner dans la résistance.

NOTRE SOLIDARITE

● La Fédération de Paris du Parti socialiste organise lundi soir à la Mutualité un meeting de solidarité avec les démocrates chiliens. Un dirigeant du Parti socialiste chilien y prendra la parole.

● Au nom du groupe socialiste et radical de gauche du Conseil de Paris, Claude que le nom de Salvador Allende soit donné à une rue ou avenue de la capitale. Le Conseil municipal de Mézidon, présidé par Henri Delisle, a pris la même initiative dans cette commune du Calvados.

● Les artistes des 9e et 18e arrondissements de Paris, les sections du Parti socialiste et des radicaux de gauche du 18e organisent les 29 et 30 septembre, 7, rue de Trétaigne, Paris 18e, une exposition « Chili » au profit des victimes de la répression.

● La Librairie portugaise, 33, rue Gay-Lussac, Paris 5e, organise une exposition de dessins « Solidarité - Chili » qui seront vendus au profit de la résistance chilienne.



Un charognard nommé Peyrefitte

Vous êtes, Alain Peyrefitte, l'homme des compétences multiples. Secrétaire général, pour quelques jours encore, du principal parti de la majorité, vous n'avez pas renoncé à parcourir le monde et à le juger. D'un voyage de trois semaines en Chine, vous avez tiré un gros livre et la matière d'une cinquantaine d'articles ou d'interviews, qui vous font parler doctement du pays de Mao en gommant soigneusement tout ce qui, dans la Révolution chinoise, contredit vos propres convictions bourgeoises. D'un séjour de 36 heures au Chili, vous avez rapporté des vues pénétrantes sur le socialisme, que vous n'avez pas résisté au plaisir d'exposer quand le régime de Salvador Allende est mort sous les coups d'un putsch militaire qui vous a peut-être rappelé quelque chose.

Certes, plus habile que l'éditorialiste de « la Nation » qui, trois jours de suite, s'empêtrera dans son stylo pour expliquer qu'on l'avait mal compris — mais les écrits restent — vous n'avez pas omis de verser quelques larmes sur la « noblesse » — le mot revient deux fois dans votre bouche — et la dignité du président de la République chilienne. Mais, savez-vous au moins ce que signifie le mot noblesse ? C'est, par exemple, éviter de se jeter sur le cadavre encore chaud d'un adversaire pour en tirer un argument de basse politique. C'était aussi, en mai 1968, quand vous étiez ministre de l'Education nationale, ne pas obstinément se taire, alors que les étudiants demandaient des comptes. C'est, encore aujourd'hui, savoir admettre une défaite électorale sans aussitôt l'attribuer au caractère prétendument « disparate » des voix recueillies par le vainqueur. C'est, tout aussi bien, ne pas injurier un peuple qui se bat à mains nues contre les chars et les avions fascistes.

Sur ce terrain, il est vrai, vous avez rencontré l'« union sacrée ». Dans le camp des charognards, Louis Gabriel-Robinet — qui, il y a trente ans, passa si aisément de Pétain à de Gaulle — a rapidement pris votre relais : la chute d'Allende n'était-elle pas une sorte « de divine surprise » pour l'éditorialiste du « Figaro » ? Comme pour Jean Lecanuet, qui vous rejoint une fois de plus en mêlant Prague à Santiago. Comme pour Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui ne manque évidemment pas l'occasion de se joindre au chœur de ceux qui crachent sur les cadavres des démocrates chiliens.

Mais vous ne vous contentez pas d'applaudir. Vous vous voulez aussi analyste politique. Le schéma de base est rituel. Il a au moins le mérite de vous éviter de réfléchir. D'un côté, la Révolution, la lutte des classes, la dictature ; de l'autre, la démocratie, la liberté, la participation. D'un côté, le socialisme ; de l'autre, le gaullisme, ou la droite, selon le moment de l'Histoire. Mais ce schéma, vous savez l'améliorer d'exemples précis : « Le président Allende croyait que l'on pouvait marier l'eau et le feu... la liberté et la révolution, la paix sociale et la lutte des classes. » On ne vous demande pas, Alain Peyrefitte, d'être un expert en marxisme. Vous avez assez de mal à tirer de quelques maximes et de beaucoup de reniements la quintessence de la pensée gaullienne, revue et corrigée par Georges Pompidou. Mais enfin, dans quel auteur marxiste avez-vous lu que la lutte des classes cesse avec la paix sociale ?

Et vous ajoutez : « Il croyait que l'on pouvait concilier... la dictature du prolétariat avec la liberté. » Dans quel discours, dans quel texte de Salvador Allende avez-vous entrevu que le président chilien voulait instaurer « la dictature du prolétariat » ? Là, ce n'est plus d'hypocrisie, d'ignorance qu'il s'agit, mais de mensonge.

Enfin, vous qui êtes si prompt à défendre la démocratie au Chili — où précisément elle était préservée — nous n'avons pas souvenir de vous avoir jamais entendu dénoncer la dictature des colonels grecs, celle de Franco et de Caetano, celle encore des racistes d'Afrique du Sud, à qui le gouvernement dont vous faites partie continue à vendre des armes.

Quand vous étiez étudiant en philosophie, vous avez consacré une longue étude au « sentiment de confiance ». L'humaniste que vous étiez alors aurait tout aussi bien pu étudier d'autres sentiments, d'autres attitudes, dont l'homme politique aurait pu aujourd'hui se souvenir. La décence, par exemple. Celle de se taire.

NICOLAS BRIMO



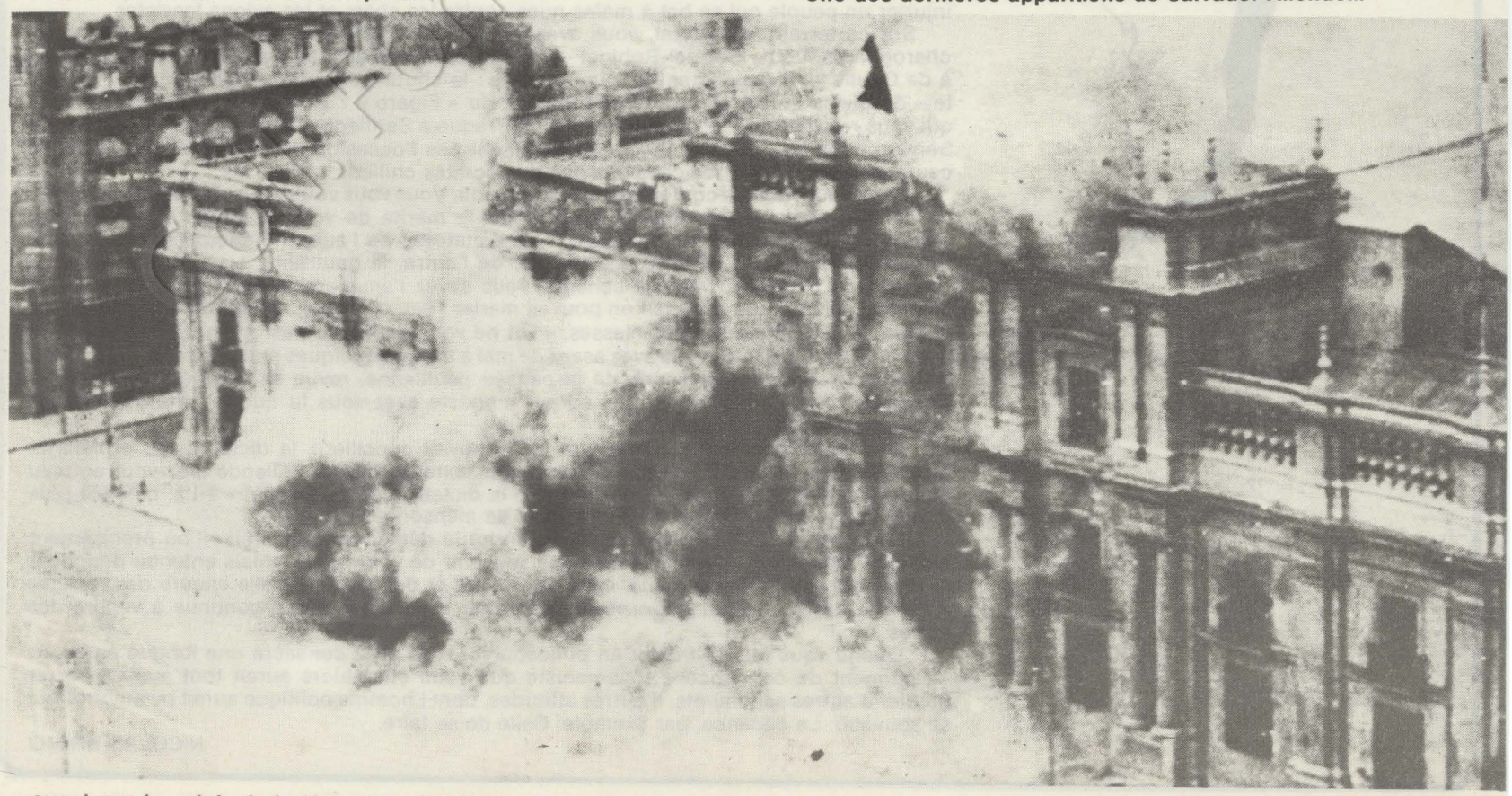
Tandis que les travailleurs se mobilisaient...



... les attentats fascistes se multipliaient.



Une des dernières apparitions de Salvador Allende...



... avant que le palais de la Moneda soit détruit par les bombes de la Junte.

CHILI : LE BRASIER



Les organisations de l'Unité populaire...





... et leurs militants pourchassés par les putschistes.

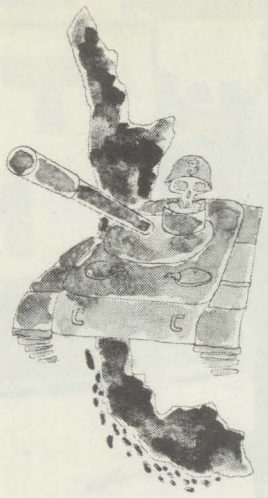




J'efface ton nom « liberté »



A Mexico, Madame Allende témoigne.



HISTOIRE D'UN SABOTAGE

Nous avons demandé à Sylvain Gouz, journaliste à « Combat », qui a séjourné au Chili au mois d'août dernier, d'analyser la réalité de l'économie chilienne durant les trois ans de gouvernement de l'Unité populaire et quelles furent les véritables causes des difficultés rencontrées.

Le renversement illégal et sanglant du gouvernement Allende est présenté — voire justifié — par les forces de droite, au Chili comme en France, comme la sanction d'un échec économique, comme la traduction du prétendu mécontentement provoqué par l'inflation et les difficultés économiques. Une première observation qu'appelle cette thèse conduit à resituer les problèmes économiques dans l'ensemble du processus chilien. Pas davantage que dans un pays développé, libéral et capitaliste comme la France, l'économie au Chili n'était séparable de la lutte politique. Au contraire, pourrait-on dire, le domaine économique apparaît comme un des terrains privilégiés où se manifestait l'affrontement des classes. En ce sens, il ne saurait être question d'analyser l'économie chilienne de ces trois dernières années sans se placer sur le plan de la lutte entre l'Unité populaire, la bourgeoisie et l'impérialisme.

Lorsque le gouvernement d'Unité populaire arrive au pouvoir en septembre 1970, il trouve une situation économique dégradé, en dépression depuis 1967. Le chômage s'élève à 6,1% dans l'ensemble du pays. L'économie chilienne tourne au ralenti. Selon les chiffres officiels, les capacités de production ne sont utilisés qu'à 60%.

Les stocks de produits divers s'accumulent ; le pouvoir d'achat des couches populaires est insuffisant, le taux de croissance de l'économie est voisin de 2,5% et l'ensemble de l'économie — surtout l'industrie — du pays est dominé par des capitaux étrangers, non seulement pour ce qui est des matières premières stratégiques — notamment le cuivre, qui apporte au pays l'essentiel de ses rentrées de devises — mais également pour ce qui concerne la chimie, la métallurgie, l'alimentation, etc.

Si bien que les deux tâches prioritaires du gouvernement formé par Salvador Allende consistent d'une part à relancer la machine économique et, d'autre part, à former une aire de propriété sociale pour mettre fin à la domination impérialiste et pour briser les monopoles capitalistes dans le secteur industriel.

Relance et rationalisations

Relancer l'économie dans l'état de grave sous-emploi où elle se trouvait, cela signifiait injecter du pouvoir d'achat, ce qui rejoignait la volonté de l'Unité populaire de modifier la répartition des revenus.

Dans la première année de l'U.p., cette politique connut un relatif succès. En 1971, la P.i.b. augmenta de 8,5% et la production industrielle de 14,7%, tandis que la consommation des ménages fit un saut de 18,9%. Ce résultat fut obtenu essentiellement par des hausses de salaires et par un accroissement des dépenses publiques — en progression de 43% en 1971. Pour ce qui est des salaires, les hausses durant cette année se situèrent en moyenne autour de 50%, ce qui provoqua une augmentation du pouvoir d'achat du salaire moyen de 28,4% entre octobre 1970 et juillet 1971 contre 12,6% entre octobre 1969 et octobre 1970 et 6,4% entre octobre 1968 et octobre 1969. Ce qui fait que la part des salaires dans le revenu national s'est élevé, en un an, de 53,7% à 59% à peu près.

Le redémarrage de la production provoqua une résorption du chômage qui descendit à 3,9% de la population active en décembre 1971, contre 7,2% en décembre 1970. Pour la seule agglomération de Santiago, le chômage est passé en un an de 8,3% à 3,2%.

On met souvent en avant le rythme extraordinairement élevé de la hausse des prix au Chili, qui ces derniers temps atteignait les 300% annuels ; mais il faut voir que, durant cette première année de gouvernement, la hausse des prix a été ralentie. Son rythme (prix de détail) était passé de 29% en 1969 à 35% en 1970. Il n'était plus que de 22% en 1971.

L'élargissement du secteur public, correspondait à plusieurs objectifs : récupérer les richesses exploitées par l'impérialisme et la grande bourgeoisie, et assurer le contrôle de l'Etat sur les monopoles et sur les secteurs



Les jeunes travailleurs volontaires assurant le ravitaillement pendant la grève.

Le détonateur :

Le 14 août dernier, le Conseil des ministres chilien entendait une communication de Gonzalo Martner, ministre directeur de la Planification nationale, sur les répercussions économiques de la grève des propriétaires de camions, qui durait depuis 25 jours.

Voici les éléments principaux de son analyse ; selon les études de ses services, les répercussions de la grève étaient les suivantes.

— DANS L'AGRICULTURE.

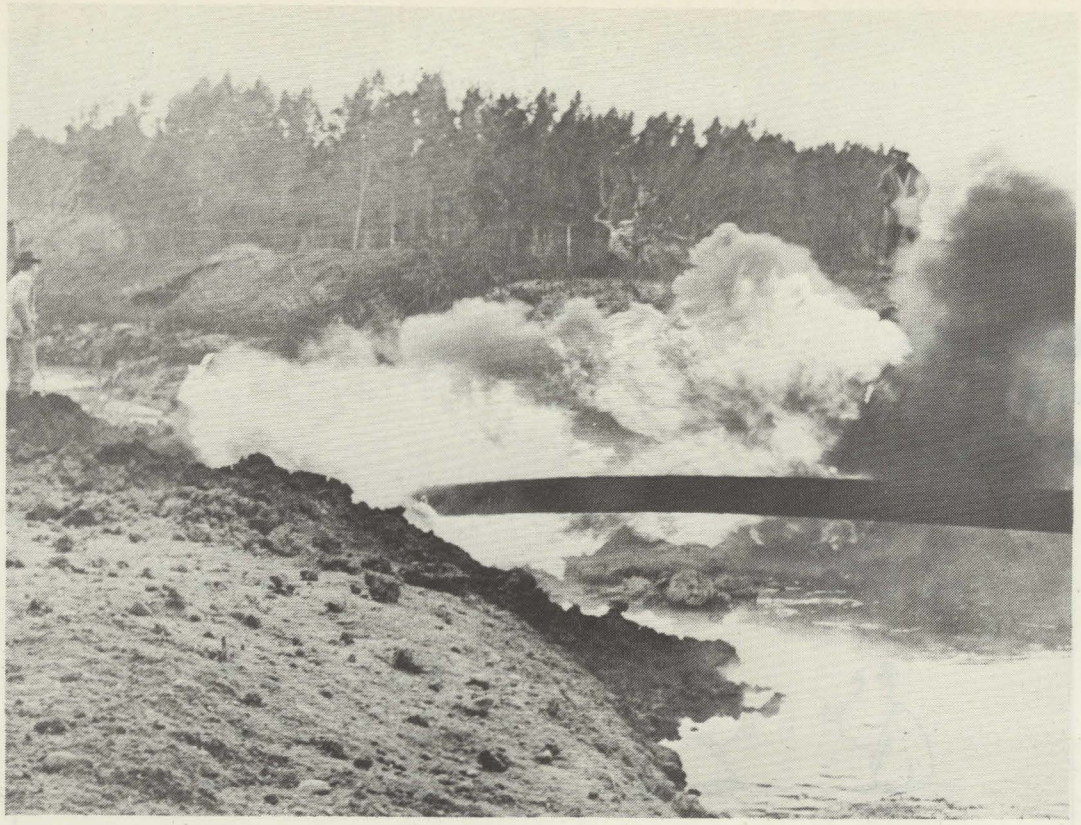
Perte de 50 % des expéditions de légumes à travers le pays, soit 52 millions d'escudos.

Perte de 3 000 hectares de betteraves sucrières, ce qui correspondait à 100 000 tonnes de betteraves et équivalait à 16 000 tonnes de sucre, soit 400 millions d'escudos.

Perte de 50 % de la production de lait correspondant à 12 millions de litres, soit 115 millions d'escudos.

Perte de 10 000 brebis et de 500 vaches dans la seule province de Magallanes, par manque d'approvisionnement en fourrage, soit 70 millions d'escudos.

Perte de 350 000 poulets par manque de ravitaillement en aliments et en combustible nécessaire au maintien des conditions de température, soit 35 millions d'escudos.



Incendie de l'oléoduc de Cunico après un attentat.

stratégiques de l'économie. Il faut distinguer durant l'année 1971 quatre séries de nationalisations :

► La nationalisation des ressources naturelles : il s'agit en premier lieu des mines de cuivre, pour lesquelles, à la suite d'une pression des masses, aucune indemnisation ne fut versée, compte tenu des bénéfices accumulés précédemment. Ajoutons-y les mines de nitrate et celles de fer — pour 95% de la production.

► La nationalisation des entreprises monopolistes ou semi-monopolistes. Le gouvernement décida une politique de nationalisation et d'intervention directe dans tous les monopoles et dans toutes les firmes dont le capital dépassait 14 millions d'escudos. On trouve ici, notamment, l'entreprise Lota-Schwager, qui produisait 80% de la production charbonnière, et quelques oligopoles textiles.

► La nationalisation d'entreprises produisant des biens ou services stratégiques, ou influençant le développement économique du pays. Ce fut d'abord le secteur bancaire. L'Etat racheta les actions de 14 banques commerciales (11 chiliennes et 3 étrangères) qui, avec la Banque centrale et deux autres banques appartenant déjà à l'Etat, permettaient de contrôler 90% du crédit. De même, le gouvernement nationalisa la Pacific Steel Company et créa un secteur public du fer et de l'acier en intégrant d'autres firmes à celle-ci. Même chose dans l'industrie du ciment. Enfin, un secteur public de distribution fut créé, qui prit en charge environ un tiers de cette distribution.

► La nationalisation des entreprises produisant des biens et services de consommation populaire. Dans le secteur textile (évoqué plus haut), 13 entreprises furent expropriées, représentant 50% de la production. Huit industries de pêche, quelques-unes dans le secteur de l'alimentation.

Il faut ajouter à cet ensemble 90 petites entreprises où l'Etat est intervenu parce qu'elles avaient été abandonnées par leurs propriétaires, ou qu'elles étaient en faillite, ou que plus généralement l'intervention était rendue nécessaire pour protéger les intérêts des travailleurs ou pour garantir un approvisionnement normal.

Les entreprises appartenant à l'aire de propriété sociale étaient gérées conformément à une loi issue d'un accord entre la Centrale unique des travailleurs et le gouvernement. Cette loi instituait une sorte de cogestion, l'Etat et les travailleurs de l'entreprise disposant chacun de cinq sièges au conseil d'administration, mais l'Etat nommant le directeur.

En outre, divers comités de production assuraient la participation des travailleurs au niveau de l'atelier, et des comités de branche la coordination des entreprises des travailleurs de ces branches.

Avec la réforme agraire, il s'agissait d'une application accélérée de la réforme prévue et commencée sous le gouvernement Frei. Sous la pression même des paysans, qui notamment dans le Sud occupèrent les terres, 2,2 millions d'hectares sont expropriés en 1971 et redistribués. Ainsi sont partagés les domaines supérieurs à 80 ha base.

Sur le plan intérieur, la première année du gouvernement Allende a connu une réussite non contestable et peut donc être jugée satisfaisante ; cependant des points d'inquiétude apparaissent en matière de

→

la grève des camionneurs

Non-ensemencement de 50 000 hectares de céréales en raison du manque de combustible pour les machines agricoles dans les provinces d'Osorno, de Valdivia, de Malleco et Bio-Bio ; en raison également du manque de semences et d'engrais.

Impossibilité d'utiliser plus de 17 % des engrais nécessaires pour les semailles de printemps, ce qui empêchait d'ensemencer 130 000 hectares représentant 10 % de la récolte prévue par le plan 1974 et obligeait à importer pour 70 millions de dollars supplémentaires.

— DANS LE SECTEUR DE LA PECHE.

Durant la première semaine de grève, le marché au poisson de Santiago — représentant 45 % de la consommation nationale de poissons et de crustacés — n'avait reçu que 34 % de son approvisionnement habituel. Cette baisse était due exclusivement à la grève des camionneurs, dans la mesure où, à ce moment, les bateaux de pêche n'avaient pas de problèmes de combustible.

— DANS L'INDUSTRIE.

Le 14 août, plusieurs secteurs étaient en voie de paralysie par manque de matières premières ou de produits intermédiaires, disait le ministre Martner : les boissons non alcooliques, une grande partie de la construction, le caoutchouc et ses dérivés, le sucre et ses dérivés, le matériel de transport, le cuir et la chaussure. Au total, 356 000 travailleurs risquaient de ne plus avoir de travail dans les jours suivants.

— DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE.

Mis à part un attentat au début d'août, qui a fait perdre 350 megawatts, la grève des transports affectait surtout la distribution des produits pétroliers. A Santiago, au lieu des 116 camions quotidiens, seuls 84 assuraient le ravitaillement en essence. Au niveau national, l'approvisionnement en produits pétroliers était de l'ordre de 80 % de la normale.

— DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS.

Le 8 août, 2 603 camions roulaient sur un total de 21 060 du nord au sud du pays. On estimait le trafic à 15 % du trafic normal. Coût direct de la grève des camionneurs : 20 millions d'escudos.

En ce qui concerne les moyens de transport collectif privés, le 8 août, 14 464 étaient en grève, alors que 4 233 fonctionnaient. Soit une perte de 23,24 millions d'escudos. En outre, depuis le 27 juillet, plus de 40 attentats avaient eu lieu contre le chemin de fer de l'Etat, provoquant notamment la mort d'un homme et la destruction de nombreux tronçons de voie ferrée.

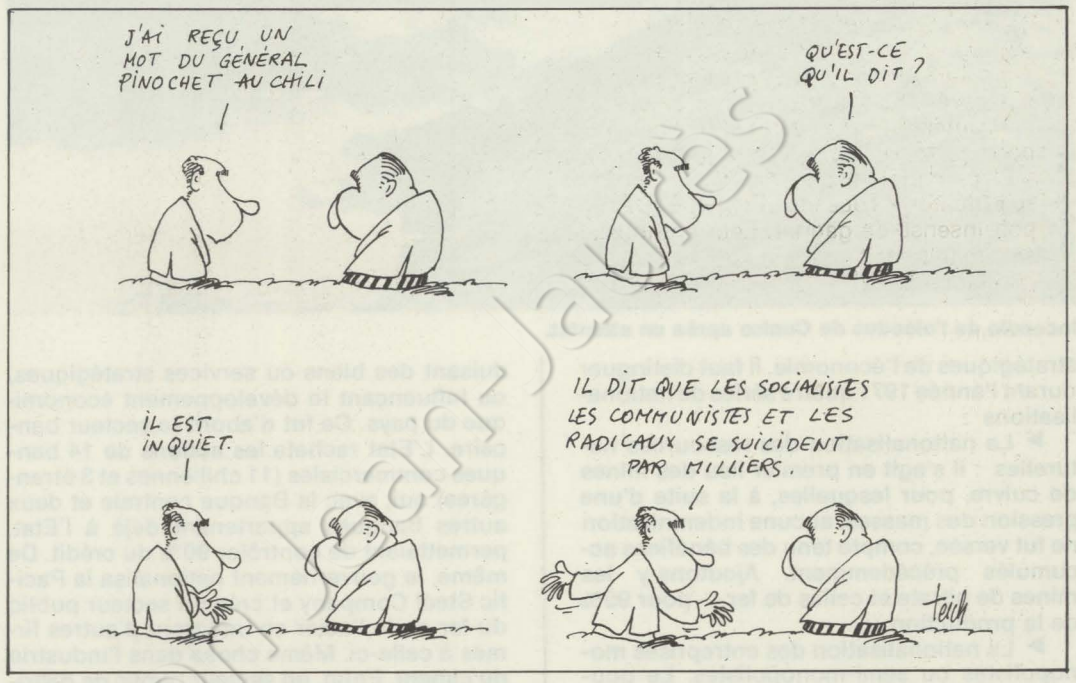
— DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION.

La paralysie de 80 000 logements en chantiers paraissait imminente, ce qui concernait 90 000 travailleurs plus ou moins liés à ces chantiers et 400 000 familles à qui étaient destinés ces logements. Coût direct : 18 millions d'escudos.

Sans donner de chiffres précis, Gonzalo Martner évoquait également les difficultés créées dans l'Education nationale — impossibilité d'assurer la présence des élèves et des professeurs — et dans le service national de Santé, qui souffrait notamment dans certains endroits du manque de médicaments essentiels. Il terminait son intervention en soulignant les risques que cette grève — combinée à celle qui avait déjà eu lieu en octobre 1972 — faisait courir à l'économie du pays en accentuant les difficultés d'approvisionnement, en empêchant l'industrie de tourner à son rythme normal et en provoquant une source supplémentaire d'inflation. « Il est nécessaire maintenant de réagir énergiquement », concluait-il.



HISTOIRE D'UN SABOTAGE



commerce extérieur. On sait que la principale source de devises est la vente du cuivre sur le marché international. Or, le prix mondial de ce métal tombe brutalement de 61 dollars la tonne à 49 dollars la tonne de 1970 à 1971. Si l'on ajoute à cela la rupture de l'aide et des prêts avantageux consentis par les Etats-Unis et non compensés par l'aide des pays socialistes, et l'importante dette extérieure (4 000 millions de dollars) accumulée par le gouvernement précédent, on découvre une source de difficultés qui pèsera lourd par la suite et qui, dès la première année, conduit à réduire sensiblement les importations.

Si l'on considère les résultats de cette première année, il est difficile de comprendre comment, en moins de deux ans, la situation a pu se transformer en ce qu'elle était à la veille du coup d'Etat.

Le dérapage de l'économie chilienne tient à plusieurs facteurs.

Compte tenu du freinage des importations, et du désinvestissement patronal dans le secteur privé, la production est vite arrivée à plafonner et à ne plus pouvoir répondre à la demande. Celle-ci, gonflée par l'accession à la consommation de couches populaires qui en étaient écartées jusque-là, a surtout été entraînée par le comportement économique de la bourgeoisie. Qu'elle tire ses revenus de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture, cette dernière a eu un comportement généralisé de désépargne et de consommation à outrance.

Il n'en fallait guère plus pour que les prix s'emballent et que se crée un marché noir, favorisé souvent par les firmes privées. « Nous avons manqué d'efficacité pour priver la bourgeoisie de sources de revenus importantes », me disait en août Pedro Vuskovic, ministre de l'Economie du premier gouvernement Allende, depuis lors à la tête de la Corfo (organisme qui centralisait les actions économiques de l'Etat) avec rang de ministre, et qui aurait été assassiné par la junte putschiste. Le manque d'investissements dans l'industrie, joint au sabotage et à la consommation spéculative de la bourgeoisie, commence en 1972 à provoquer une hausse incontrôlée des prix.

Parallèlement, en matière agricole, le comportement des propriétaires terriens expropriés entraîne une diminution de la production agricole. Contraints de céder leurs terres, ceux-ci emportent leurs machines, vendent leur bétail, parfois préfèrent l'abattre. Si bien que, privés de matériel et de bétail, les paysans rencontrent des difficultés

Tout ceci crée des problèmes au début de 1972 : les marchandises commencent à manquer, le marché noir se développe, les capitaux de la bourgeoisie s'expatrient. Et, surtout, la faiblesse de la production agricole conduit à consacrer l'essentiel des devises à des importations de produits alimentaires, ce qui a pour contrecoup de ralentir celles du matériel industriel indispensable au développement des capacités de production.

Les actions menées en justice par le trust américain Kennecoat et les problèmes de vente du cuivre à l'étranger aggravent encore cette situation, gravement obérée par les 4 000 millions de dollars de dette extérieure héritée du gouvernement précédent.

Le choix de la bourgeoisie

Avec ces différents facteurs, on se retrouve à l'automne 1972 dans une situation déjà assez catastrophique, caractérisée par une accélération de l'inflation — qui atteindra 163 % sur l'ensemble de l'année — et une pénurie de certains produits, notamment alimentaires. Ainsi que la constitution d'un large marché noir — de marchandises et de dollars — contre lequel le gouvernement ne fait peut-être pas preuve de la fermeté suffisante.

Il ne manquait plus à cette situation que le coup de grâce. Il lui est donné en partie en octobre 1972, lorsqu'une première grève des propriétaires de camions paralyse le pays et entraîne dans son sillage la plupart des professions libérales et une partie du commerce. Politiquement, l'alerte est rude ; la mobilisation spectaculaire des masses et l'entrée de militaires au gouvernement permettent d'y faire face. A cette occasion naissent des organes de pouvoir populaire qui permettent aux ouvriers, aux paysans, aux sans-logis de s'auto-organiser pour faire face à la situation. Economiquement, les dégâts sont considérables — du même ordre que ceux provoqués plus tard par la grève de juillet-août (voir encadré ci-contre). Le ravitaillement alimentaire est bloqué, les usines manquent de matières premières, etc.

Néanmoins, l'organisation de la population rend la relative pénurie supportable aux classes populaires, tandis que les organes de pouvoir populaire laissent entrevoir une voie radicale vers la socialisation de l'économie. Sans doute est-ce cela qui effraie la bourgeoisie. Après octobre, celle-ci semble faire le choix de renverser le régime, soit à l'occasion des élections de mars, soit par un autre moyen — on a vu lequel.

Dès le début, la bourgeoisie a saboté « l'expérience chilienne ». Si elle a pu le faire, c'est en partie grâce à la mansuétude gouvernementale, motivée tant par le souci du Parti communiste de ne pas se couper des couches moyennes que par l'impossibilité d'obtenir des outils efficaces d'action du Parlement. Ainsi, le gouvernement Allende n'a jamais pu élever les impôts ni modifier la fiscalité.

Quoi qu'il en soit, après octobre, l'ancienne classe dominante chilienne comprend que le pays est en train de prendre un tournant et de dépasser le stade d'un capitalisme d'Etat qu'elle pouvait supporter.

Que ce soit au plan de l'organisation des travailleurs et des rapports sociaux, où à celui de la dimension de l'aire de propriété sociale — devenue bien plus large que prévu à l'origine, en raison de la mobilisation des travailleurs qui ont occupé des firmes et des délits de la bourgeoisie — un saut qualitatif était sur le point d'être franchi.

Cela, ni la bourgeoisie nationale ni l'impérialisme ne pouvaient l'admettre et, alors que l'année 1972 se solde par une croissance ralentie du P.n.b. (2,4%), la lutte politique se développe jusqu'aux élections de mars 1973.

Si, sur le plan économique, la production industrielle et agricole paraît reprendre un

Roger Planchon témoigne

Roger Planchon, directeur du T.n.p., a fait une longue tournée cet été en Amérique du Sud avec sa troupe, qui présentait « Tartuffe ». Empêché de jouer par une première tentative de putsch militaire, il a cependant séjourné une semaine, fin juillet, au Chili. Il raconte ici simplement ce qu'il a vu et compris.

« Je ne suis qu'un voyageur. Je ne peux donner que des anecdotes ou des impressions...

Tous les gens que j'ai rencontrés — hommes de théâtre, étudiants, militants, hommes politiques — étaient inquiets, sans illusions, mais nullement découragés. Tous étaient d'accord sur l'analyse de la situation : l'affrontement leur semblait inévitable mais, pour certains, lointain encore ; leurs divergences n'étaient que tactiques : comment se préparer ? Tous étaient habités par un espoir insensé de gagner. Leur enthousiasme se manifestait par une extraordinaire confiance dans les masses. La vie cessait d'avoir le visage du quotidien et prenait la dimension de l'avenir...

De jeunes troupes présentaient dans les entreprises des spectacles dont le thème était la fondation d'un syndicat, la propriété des usines, etc. C'est un symbole : l'ensemble du milieu artistique chilien soutenait l'Unité populaire.

C'est cette adhésion profonde d'un peuple, que la droite a voulu abattre par tous les moyens...

Un jour qu'une automobiliste lui tirait la langue, le général Prats sortit son révolver et tira sur la voiture. Vu de loin, de l'Europe, ce geste peut sembler démesuré, voire fou. Mais il faut le replacer dans le contexte : un climat où l'armée était chaque jour exaspérée et tournée en dérision. Par exemple, les dames de la bourgeoisie passaient devant les casernes et jetaient des poignées de grain ou de riz. Une façon de dire aux soldats : vous êtes des lâches, des poules mouillées... Je peux donc dire que, dès juillet, l'atmosphère était déjà à « l'appel à l'armée ».

Le jour de mon arrivée, je me rendais avec des amis à Valparaiso ; nous fûmes arrêtés par de jeunes fascistes qui faisaient la quête



et qui menacèrent de casser les voitures si nous ne leur donnions pas d'argent. Le lendemain, la droite organisait une manifestation dans les rues de Santiago. Le surlendemain, j'ai assisté à de véritables batailles rangées à coup de pierres et de bâton. Encore 48 heures et un proche collaborateur d'Allende a été tué...

Les fascistes préparaient le bain de sang que nous connaissons maintenant. Allende, lui, faisait preuve de sang-froid. Depuis le mini-putsch manqué qui avait empêché les représentations du T.n.p., la police gardait le palais présidentiel et interdisait aux passants d'en traverser la cour. Pendant que j'étais à Santiago, j'ai vu Allende descendre lui-même sur la place pour faire libérer le passage, en expliquant : « Les gens ont l'habitude de passer ici, il faut qu'ils puissent continuer »...

Quotidiennement, des journaux de droite insultaient le gouvernement et traitaient, à la une, Allende d'escroc, de bandit. Je venais d'autres pays d'Amérique du Sud où règne la censure, du Brésil notamment où, dans la presse, on remplace presque tous les jours certaines nouvelles par des recettes de cuisine...

Comme je visitais une université de Santiago, le responsable du département artistique, qui me servait de guide, m'arrêta devant une fenêtre : « Regardez. En face. C'est le siège des fascistes de Patrie et Liberté. Regardez. Ils sont en train d'installer des sacs de sable et c'est de là qu'ils tireront... » Et c'est cette image qui me revient aujourd'hui lorsque je lis les détails du massacre.

J'ai aussi vu de mes yeux les preuves du travail de sape fait contre l'Unité populaire par les sociétés multinationales. Sur la route de Santiago à Valparaiso, on pouvait lire cette inscription sur l'usine Ford : « Maintenant, les ouvriers chiliens travaillent pour le Chili et fabriquent des camions chiliens ». L'usine était là. Mais Ford avait retiré ses capitaux et ses techniciens...

Ce qui me bouleverse, c'est que tous les gens que j'ai vus sont sans doute morts ou torturés. Les militaires chiliens appellent à « extirper le marxisme ». Après être passé au Brésil et en Uruguay, je sais ce que cela veut dire : là-bas un homme a été torturé parce qu'il avait sur lui un livre sur le « cubisme » et que cubisme ne peut que signifier « Cuba » !...

La mort d'Allende est un coup de poignard dans le dos de l'Amérique du Sud tout entière. Le Chili constituait une expérience unique, un pôle d'attraction pour tous les autres pays latino-américains, une solution plus crédible sans doute que Cuba, parce que vivant et progressant sans l'appui de l'Union soviétique. Ce n'est pas un petit accident de l'Histoire. Ce qui est aujourd'hui foulé par les bottes militaires, c'est l'espoir d'un continent. Je ne peux pas oublier. J'ai vu porter cet espoir à bout de bras. »

(Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGEOIS).

peu, on reste dans une tourmente d'inflation accélérée, alimentée par la hausse prix-salaires et par le comportement spéculatif (achat de biens de toutes sortes, accaparement des produits) de la bourgeoisie, dont les revenus suivent les salaires.

L'entracte électoral ne changera rien à cette situation. On verra ensuite les coups de boutoir successifs de la bourgeoisie avec la grève des mineurs d'El Teniente, qui est soutenue et financée par la Démocratie chrétienne. Et surtout, après l'attentat manqué du 29 juin, avec la seconde grève des camionneurs — dont, à partir d'un document officiel, nous donnons ci-contre les effets immédiats. Celle-ci fut suivie, de même qu'en octobre, par une grève des professions libérales, puis des commerçants.

La situation durant l'été, hormis la désorganisation des transports, se caractérisait par l'inflation rapide — on prévoyait plus de 300% dans l'année — et toujours par le marché noir. Cependant, au mois d'août, il n'apparaissait pas que les difficultés économiques soient la question dominante. L'affrontement était politique et c'est avant tout pour des raisons politiques — la reconquête du pouvoir — que les militaires ont fait leur coup.

Il n'empêche que l'Unité populaire a fini dans un certain chaos économique, auquel on peut donner plusieurs raisons qui sans doute s'additionnent :

► L'hostilité ouverte des Américains qui, en supprimant leur aide, en influant sur le prix mondial du cuivre, en aidant probablement financièrement la droite chilienne — sans parler de leur vraisemblable participation directe au putsch — ont fortement contribué à détériorer la situation tant extérieure qu'intérieure du Chili.

► Le comportement de la plus grande partie de la bourgeoisie — qui a désinvesti, qui a spéculé sur les marchandises et sur la monnaie — a bien sûr joué un rôle majeur, d'autant que le gouvernement n'a guère sanctionné ce comportement.

► Le gouvernement de l'Unité populaire, enfin, a sans doute une part de responsabilité qui, à notre avis, se situe sur deux plans. D'abord, il n'a pas su contrecarrer les plans pourtant prévisibles de sabotage économique de la bourgeoisie et, en conséquence, s'est trouvé dès le début de 1972 dans une position défensive. Ensuite, il n'a pas su définir sa politique avec suffisamment de clarté, hésitant constamment entre des positions révolutionnaires identifiables au Parti socialiste chilien — qui est marxiste-léniniste — et à la gauche révolutionnaire, et des positions réformistes — celle principalement du Parti communiste chilien.

Les premières tendaient à une socialisation rapide du pays en prenant appui sur les masses d'ouvriers, de paysans, de sans-logis, sur leur dynamique au travers des organes de pouvoir populaire et des occupations d'usines et de terrains. Les secondes cherchaient avant tout à consolider les acquis d'une première étape en cherchant à se rallier une partie des couches moyennes.

L'hésitation du gouvernement entre ces deux lignes alliées au sein de l'Unité populaire a eu pour résultat une politique incertaine, qui a provoqué à la fois l'effroi des couches moyennes et, vers la fin, une certaine méfiance des masses révolutionnaires.

Tout cela pèse de peu de poids face à la conjuration de la bourgeoisie et de l'armée. Il est grave cependant que, dans le combat sans merci qui s'engageait dès 1970, le gouvernement d'Unité populaire ne se soit pas donné tous les moyens pour se défendre, voire pour prendre l'offensive.

SYLVAIN GOUZ

L'importance des cantonales

La cote de Raymond Marcellin en tant que spécialiste des prévisions électorales vient de subir une forte chute. Le ministre de l'Intérieur avait annoncé catégoriquement que l'invalidation du Dr Mirtin ne comportait aucun risque pour la majorité, le député U.d.r. devant être réélu sans difficulté. Les électeurs de la première circonscription des Landes en ont décidé autrement : malgré l'importante marge de sécurité qu'il s'était assuré en mars 1973 (plus de 2 000 voix), Mirtin se trouve distancé de 1 500 voix par Roger Duroure, qui devient ainsi le 103e député du groupe de l'U.g.s.d. (89 socialistes, 2 apparentés et 12 radicaux de gauche). Faute d'arguments sérieux, « la Nation » n'hésite pas à affirmer que l'élu de l'union de la gauche — laquelle a joué à nouveau avec une remarquable discipline — est le produit d'une « combinazione ». Elle ajoute tout aussitôt qu'« on ne peut tirer de façon sérieuse une leçon quelconque de cette consultation », ce qui n'est sans doute pas ce que pensaient Pierre Messmer, Jacques Chaban-Delmas (1) et Edgar Faure lorsqu'ils ont fait le voyage pour aller soutenir le Dr Mirtin.

C'est d'ailleurs une habitude chez les porte-parole de la majorité de présenter comme non politiques les consultations qui ne lui sont pas favorables. Ainsi en est-il des élections cantonales dont le premier tour va se dérouler dimanche dans 1 926 cantons de la France métropolitaine et 62 départements d'outre-mer. Elections « administratives », affirment à qui mieux mieux Messmer et Giscard d'Estaing, ce que conteste la gauche pour qui les problèmes de gestion départementale sont évidemment inséparables de choix de caractère politique.

Le Parti socialiste, pour sa part, a fait un gros effort pour affirmer sa présence, en particulier dans les 300 nouveaux cantons urbains qui viennent d'être créés et où ses candidats ont défendu un programme clair qui s'inscrit dans le cadre du programme commun de la gauche.

Pour les 1 926 sièges de la France métropolitaine, 7 112 candidatures ont été déposées, soit 1 800 de plus qu'en 1967. Parmi ces candidats, on compte environ 1 500 socialistes et 250 radicaux de gauche. L'Union de la gauche socialiste et démocrate est donc présente dans plus de 90 % des cantons concernés.

Aujourd'hui, 19 Conseils généraux sont présidés par un socialiste, 7 par un radical de gauche. Dès le 3 octobre, les nouveaux Conseils généraux éliront leurs présidents. Ils auront aussi à choisir un tiers des membres des Conseils régionaux.

C'est dire que, contrairement aux affirmations de l'actuelle majorité, les élections cantonales ont une grande importance. Ne serait-ce que dans la mesure où elles doivent permettre à des millions de Français de dénoncer — comme viennent de le faire les électeurs des Landes — la politique d'un gouvernement qui s'est empressé d'oublier les promesses faites avant les élections.

A. V.

---

1) « Cette élection est un choix entre deux types de société... On l'attend avec intérêt en France, et même un peu au-delà de la France », s'était écrié Chaban-Delmas à Mimizan. Mais c'était... avant le premier tour.

Alain Vivien: mon "métier" de conseiller général

Le vaste champ d'intervention d'un conseiller général demeure mal connu de nos concitoyens. Elu en 1970 dans le canton de Brie-Comte-Robert, Alain Vivien est, à 35 ans, le plus jeune membre du Conseil général de Seine-et-Marne. Il est en outre, depuis mars dernier, député de ce département. « L'Unité » lui a demandé comment il ressentait concrètement son rôle d'élu à l'assemblée départementale.

ALAIN VIVIEN : « C'est une expérience passionnante. D'autant que le Conseil général est certainement une des meilleures écoles formatrices. Car il touche à tous les problèmes intéressant la vie d'un département. Ça peut aller de l'analyse du budget à l'administration d'un foyer de personnes âgées, en passant par l'étude d'un plan d'occupation des sols.

Je suis en contact permanent avec la population et les élus locaux du canton. D'ailleurs, j'organise parfois des réunions de travail avec les maires pour les tenir informés des problèmes techniques et juridiques complexes qui les concernent.

L'UNITE : Votre rôle est-il, comme le prétend la majorité, purement de gestion, loin de toutes considérations politiques ?

— Le budget de Seine-et-Marne avoisine les 40 milliards anciens. La gestion d'un tel budget implique un certain nombre de choix. Et comment peut-on nier qu'à ce niveau, il s'agit pour les conseillers généraux d'effectuer des choix politiques ? Même si, dans la pratique, notre marge de manœuvre est considérablement réduite par la présence écrasante du préfet. Il est bon de rappeler que la loi de 1871, sans être parfaite, prévoyait deux directions à la tête des départements : le préfet et le Conseil général. Nous souhaitons, comme le prévoient le programme socialiste et le programme commun, un renforcement des attributions du président du Conseil général et la disparition de la tutelle préfectorale.

D'autre part, les votes et les discussions qui les précèdent font clairement ressortir la réalité des clivages politiques au sein du Conseil. Nous y sommes d'autant plus sensibles qu'en Seine-et-Marne le Conseil général ne compte que quatre conseillers de gauche — trois socialistes et un communiste — sur trente. Il ne fait donc aucun doute que le Conseil général soit une assemblée politique, mais d'un autre niveau que le Parlement.

— Comment pouvez-vous agir dans de telles conditions ? N'êtes-vous pas réduits à un simple rôle de figurants ?

— Théoriquement, il n'est pas possible d'engager de débats politiques de fond au sein de l'assemblée départementale. Mais nous disposons tout de même d'une arme importante : le débat sur le budget.

Le préfet présente un projet de budget élaboré par ses services. Ce projet a la forme d'un gros livre plein de chiffres et assez rébarbatif. Aussi tous les conseillers n'ont-ils pas la conscience des élus de gauche pour l'éplucher et le discuter en détail. Néanmoins, la discussion de ce budget représente pour nous une excellente occasion de faire passer dans les faits un certain nombre d'idées et de propositions socialistes. Car des divisions existent au sein du Conseil entre les différents courants « centristes » et la majorité. Grâce à cela, nous avons obtenu satisfaction sur certains plans.

— Pourriez-vous nous en donner quelques exemples ?

— Sur proposition radicale et socialiste, le principe d'une aide aux collectivités locales permettant d'alléger les frais de scolarité a été voté au début de 1972. Depuis la rentrée dernière, les manuels scolaires sont devenus gratuits jusqu'en 3e dans tous les collèges restés à la charge des communes. Nous avons aussi obtenu la prise en charge par le département de 50% des frais de transports des enfants vers les piscines. A ce titre, Brie-Comte-Robert a perçu un million l'an passé. Et, sur les 17 communes de ce canton, une douzaine ont pu initier leurs jeunes à la natation.

A l'opposé, notre désaccord avec la Préfecture pour l'octroi de crédits à une direction départementale a eu gain de cause. Ces crédits ont été refusés par le Conseil général et le préfet a dû céder. A son grand regret.

Mais, trop souvent, c'est le contraire qui se produit. Le préfet présente une proposition au Conseil, qui vote les crédits pour sa réalisation. Et c'est encore au préfet qu'il appartient d'en contrôler l'exécution. Comme vous le voyez, le Conseil se trouve pris en sandwich entre le préfet... et le préfet. »

(Propos recueillis par JEAN-LOUP REVERIER).

Evry : Un « paradis » perdu

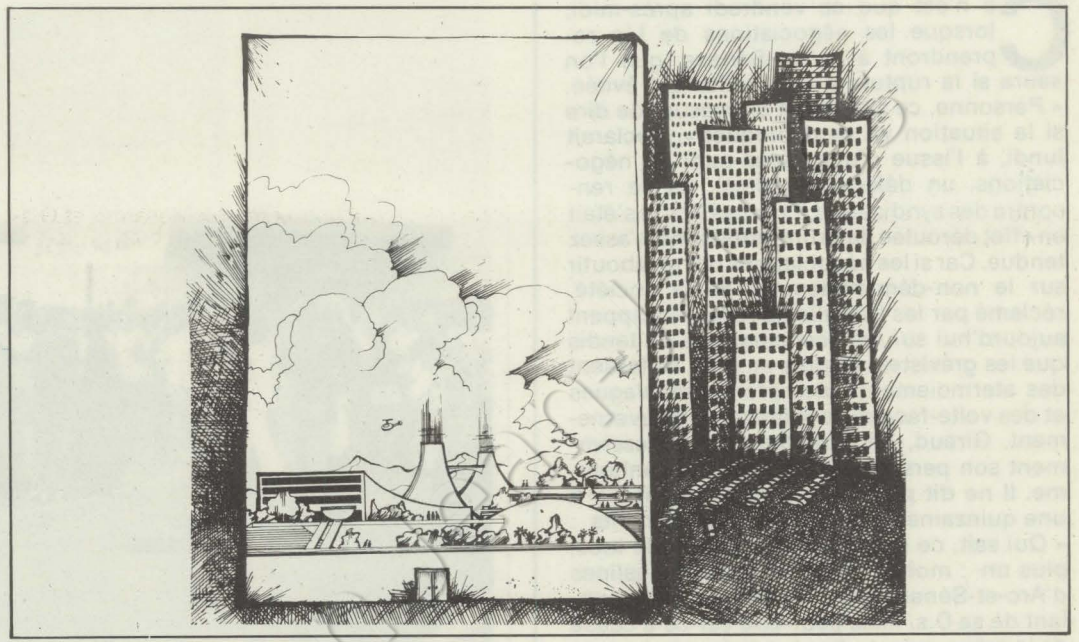
Laissez-vous aller au rêve. Oubliez votre logement trop petit, enfermé dans une ville, le bruit, la pollution, les embouteillages. Imaginez votre vie dans un... cinq pièces — pourquoi pas ? — entouré de verdure. A deux pas, un centre commercial. Puis un stade, une piscine, une patinoire. La détente, le sport à portée de main. Sans oublier un club, des écoles pour les enfants, un ensemble culturel. Et des emplois pour tous. Finies les longues heures de transport en commun. N'hésitez plus : « Evry grandit, grandissez avec Evry ».

Abandonnons ici le rêve, la publicité. La réalité évryienne — Evry est la nouvelle préfecture de l'Essonne — est tout autre. Du projet initial à la réalité bétonnée, il y a une distance certaine : des cadeaux successifs faits aux différents promoteurs ont sensiblement modifié les plans des urbanistes. Et le paradis promis n'est pas loin d'être perdu. La nouvelle agglomération, fruit d'un découpage savant, d'hésitation, de compromis a laissé pantois les élus locaux. Pris dans une valse à seize, puis quatre, puis dix-sept et enfin cinq communes, ils ont été ballotés, au gré des efforts du gouvernement pour doser au mieux de ses intérêts la couleur des participants à cette expérience. Le découpage définitif inclut dans l'agglomération nouvelle — par décret du Premier ministre en date du 9 mars 1973 — les cinq communes de Bondoufle, Courcouronnes, Evry, Le Coudray-Montceaux et Lisses. Et elles seules.

Il est clair qu'un découpage aussi absurde n'est pas exempt de soucis politiques. Il permet à la loi Boscher, du nom du maire U.d.r. d'Evry, de jouer à plein son rôle antidémocratique. Car la mise en place du syndicat intercommunal d'aménagement de la ville nouvelle aboutit — en opposition à l'article 72 de la Constitution — à dessaisir les élus de leurs droits et de leur autorité au profit de l'établissement public d'aménagement chargé de « construire » Evry. Mais, « grâce » au découpage du 9 mars, qui inclut des communes majoritairement favorables au gouvernement, le syndicat intercommunal est des plus dociles. On ne s'étonnera donc pas de ce que les différentes modifications apportées au projet pour satisfaire les capitaux privés n'aient soulevé la moindre protestation des élus.

Arrive Balkany

Les victimes de cette attitude incroyable sont, pour la plupart, encore étrangères au problème. Sur les 470 000 habitants prévus dans 25 ans, moins de la moitié se sont installés. « Mais déjà, précise Jeaulin, candidat socialiste aux élections cantonales de dimanche prochain, les carences de la politique poursuivie ici sautent aux yeux. Les problèmes de transport deviennent dramatiques. Les prévisions d'emplois pour 1975



sont tombées de 35 000 à 18 000. Or, faute d'avoir créé en temps voulu les emplois nécessaires, la population active doit se rendre chaque jour à Paris dans des trains bondés ou par des routes surchargées de trafic. Et l'abandon du projet de R.e.r. n'a rien arrangé ».

On est loin des prévisions initiales conférant aux villes nouvelles une vocation de villes complètes où l'équilibre habitat-emploi serait assuré. Conçue en opposition aux villes-dortoirs, Evry ne semble pas éloignée d'en suivre le triste exemple. En effet, la différence entre la population active et les emplois prévus sur place fait apparaître un déficit croissant : 102 000 en 1975, 13 400 dix ans plus tard et environ 145 000 en l'an 2000.

Au moins, s'il n'est pas possible d'y trouver d'emplois, peut-on envisager à Evry une vie douce dans un cadre sans pollution et à des prix raisonnables ?

Là encore, le rêve s'est effrité. La perle d'Evry devrait être son « Agora », centre animé de la ville, où seraient regroupés les différents services publics, les équipements de loisirs et le centre commercial. Pour financer l'Agora, et faute de capitaux publics, un accord a été passé avec un promoteur. Ce dernier s'intéressant avant tout aux centres commerciaux — c'est bien logique — c'est par là que commenceront les travaux. Or, le premier promoteur s'est désintéressé de cette affaire ; contre compensation, il l'a abandonnée à la Société des centres commerciaux du fameux Balkany. Les conceptions de ce promoteur ont provoqué souvent de violentes protestations. A commencer par celle de Boscher lui-même qui — jadis — avait démissionné de son poste au District de la région parisienne pour manifester son désaccord avec Balkany.

Déjà les parkings souterrains de l'Agora, sur lesquels des aires de promenade avaient été prévues, prendront la place de celles-ci. Les mettre en sous-sol diminue les profits. Et tant pis pour les enfants qui auraient profité, eux, de ces espaces de verdure...

La liste est encore longue des difficultés affrontées quotidiennement par les « pionniers » de la ville nouvelle. Mais, comme le signale Jean Offredo, secrétaire fédéral du Parti socialiste de l'Essonne chargé des villes nouvelles, le plus gros problème reste celui des emprunts. « Lorsqu'on examine les charges d'emprunt décidées par l'actuel syndicat intercommunal d'aménagement, dit Jean Offredo, on croit rêver. D'ores et déjà, il est possible d'affirmer que la ville nouvelle d'Evry coûte, à l'heure actuelle, moitié plus cher que prévu. » L'endettement des cinq communes atteint, à ce jour, un peu plus de 12 millions de francs. L'injustice de cet emprunt — contracté par les élus de petites communes au nom d'habitants qui ne sont pas encore arrivés et dans des proportions aussi importantes — est criante.

Face à ces abus caractérisés, les socialistes avancent un certain nombre de propositions visant à associer les citoyens aux décisions prises en leur nom.

Pour faire échec à la mainmise des promoteurs et de la haute finance sur les finances locales, ils réclament la dotation en capital de chaque ville nouvelle par l'Etat.

Ensuite, ils soulignent l'urgence de mettre en place un plan des transports et de l'emploi devant la montée du chômage dans l'Essonne.

Enfin, la création d'un syndicat d'études et de programmation regroupant les 14 communes touchées par l'extension d'Evry, et la mise en place de structures de participation de la population à tous les niveaux seront seules garantes du respect de la démocratie à Evry. Evry grandit, contrôlez la croissance d'Evry.

PAUL LEDUC

LIP : AU FINISH !

Ce n'est que ce vendredi après-midi, lorsque les négociations de Lip reprendront à Arc-et-Sénans, que l'on saura si la rupture a été réellement évitée. « Personne, ce soir, n'est en mesure de dire si la situation va se débloquer », déclarait lundi, à l'issue d'une après-midi de négociations, un délégué syndical. La 8e rencontre des syndicats et d'Henry Giraud s'était en effet déroulée dans une atmosphère assez tendue. Car si les négociations ont pu aboutir sur le non-démantèlement de la société, réclamé par les travailleurs, elles achoppent aujourd'hui sur les licenciements. Et tandis que les grévistes, de plus en plus, se lassent des atermoiements, des promesses vagues et des volte-face du médiateur du gouvernement, Giraud, lui, abandonne progressivement son personnage de sauveur bonhomme. Il ne dit plus, comme il le faisait il y a une quinzaine de jours, des licenciements : « Qui sait, ce sera peut-être le sort de tous, plus un : moi. » Il n'arrive plus aux salines d'Arc-et-Sénans tout souriant et jovial au volant de sa D.s. Mais peut-être est-ce à cause de la grève qui a eu lieu lundi dans sa propre entreprise de Saut-du-Tarn, où un accident du travail a fait un mort et deux blessés...

Louvoiement

Dans cette ambiance plus dure, on a craint un moment, lundi, la rupture des négociations. Pendant une suspension de séance, au début de l'après-midi, Charles Piaget, leader C.f.d.t. de Lip, déclarait : « Ils veulent la rupture, ils font traîner les choses en longueur ». Néanmoins, des progrès par rapport au nombre de licenciés proposés par Giraud lors de la précédente rencontre (280) ont été accompli.



L'usine Kelton-Timex en grève.

Giraud a enregistré la proposition de F.o. d'abaisser l'âge de la pré-retraite à 58, voire 55 ans, et de réduire l'horaire de travail à 40 h par semaine, ce qui permettrait le réemploi d'une centaine de personnes. La C.f.d.t., pour sa part, juge cette proposition déplacée : « Si on réduit les horaires, on va aussi réduire les salaires ». Giraud, lui, propose de reclasser un plus grand nombre de salariés dans des entreprises de la région. Celles-ci offraient, il y a quelques semaines, 24 emplois ; elles pourraient aujourd'hui fournir 80 postes d'employés, de techniciens ou d'agents de maîtrise supplémentaires. Ce qui reste, évidemment, à vérifier. De près. D'autant plus que la situation de l'emploi n'est pas si favorable dans la région : les 1 600 salariés de l'entreprise Kelton-Timex viennent d'occuper leur usine et demandent des augmentations de salaires.

De leur côté, les syndicats ont posé le problème du département de l'armement. Un des secteurs les plus touchés, puisqu'une centaine de licenciements y sont prévus. « Pourquoi évacuer plus de la moitié du personnel de cette branche, ont-ils demandé, puisqu'il y a des commandes pour six mois ? » Réponse de Giraud : « Si vous m'apportez la preuve de cela, je vous promets de reconsidérer la question. » Commentaire d'un syndicaliste : « On a l'impression que Giraud ne connaît pas le dossier,

Westinghouse en panne

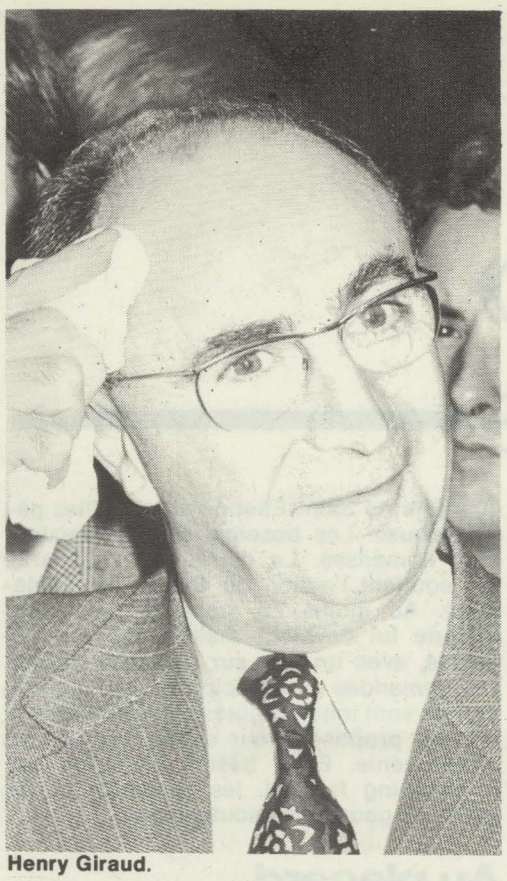
Depuis lundi, les 1 350 employés de la Société française d'ascenseurs Westinghouse occupent leur usine de Villeneuve-la-Garenne. En mars, déjà, des rumeurs alarmantes circulaient à l'intérieur de l'entreprise : on parlait beaucoup, entre autres, de licenciements. Le 5 juillet dernier, le comité d'établissement apprend officiellement la nouvelle : 272 salariés doivent être licenciés, pour raison de « conjoncture économique ». Et malgré leurs demandes d'explications supplémentaires, les syndicats (C.g.t., Ugic et C.g.c.) n'obtiennent aucun autre motif.

Pourtant, quand la société multinationale a pris le contrôle d'Artis, vers la fin de 1968, cette entreprise française réalisait de substantiels bénéfices. Aujourd'hui, Westinghouse possède 97 % des capitaux, elle a remplacé les P.d.g. français par des Américains ; et l'entreprise se déclare déficitaire. Ce qui, d'après les syndicats, est loin d'être exact. « Les Américains ont étouffé la recherche et la production française d'ascenseurs, déclarent-ils. De plus en plus, ils s'orientent vers l'achat de matières premières dans d'autres sociétés étrangères. Par exemple Hemaf, en Hollande, fournit en génératrices une filiale belge de Westinghouse, Velcosa. Ce qu'ils déclarent perdre en France, ils le récupèrent ailleurs. Est-ce à nous d'en faire les frais ? »

D'autant plus que ces licenciements sont dangereux. « Au service après vente, par exemple, les charges de travail augmentent sans cesse, dit un délégué C.g.t. Or, là aussi, la direction veut réduire les effectifs. Ce qui, obligatoirement, aggraverait les conditions de travail. Et compromettrait la sécurité des usagers. Un exemple : d'après un décret, il faudrait 2 ou 3 travailleurs pour dépanner un ascenseur. Une cabine ne devrait jamais être déplacée sans un dépanneur devant chaque porte. Autrement, quelqu'un peut être happé. Mais, tout le temps, les gens travaillent seuls. Alors qu'est-ce que ce sera avec des effectifs encore plus réduits ? » Déjà, la profession détient le taux le plus important d'accidents graves et mortels de la métallurgie. En août, un employé de l'entreprise Reschtal, qui dépannait un ascenseur aux Galeries Lafayette, est mort étouffé par un gros monte-charge : il travaillait seul.

Que répond la direction de Westinghouse à ces questions ? On l'ignore. Acceptera-t-elle de suspendre les licenciements en attendant l'ouverture de véritables négociations, comme le demandent les syndicats et l'inspection du Travail ? Expliquera-t-elle pourquoi, parmi les licenciés possibles, on trouve, comme par hasard, le secrétaire de la C.g.t., le secrétaire du comité central d'entreprise, un membre de la commission d'hygiène et de sécurité, et de nombreux militants syndicaux ? De toute façon, même si des négociations s'engagent, les travailleurs de Westinghouse sont décidés à multiplier leurs actions : manifestations à la préfecture de Nanterre, délégations au ministère du Travail. Ils veulent aussi que les pouvoirs publics prennent position. Jusqu'à présent, seul le préfet des Hauts-de-Seine a fait connaître son opinion : « Quand nous sommes allés le voir, raconte un délégué, il nous a fait répondre que si Westinghouse licenciait 300 personnes, c'est qu'elle avait de bonnes raisons pour le faire... »

MICHELE BACKMANN



Henry Giraud.

qu'il marche à l'économie et au moindre risque. Quand on l'interroge sur la mécanique, il nous répond que la mécanique disparaît, mais pas les mécaniciens. Il va falloir qu'il s'explique. »

Autre possibilité d'ouverture : une partie du personnel pourrait suivre des stages de formation, qui laisseraient la possibilité d'être réembauché chez Lip après neuf mois. Mais cette solution n'est envisageable pour les syndicalistes qu'avec une garantie de réemploi, que Giraud refuse de donner.

En fait, ce qui a le plus frappé les négociateurs lundi dernier, c'est le manque de préci[illegible]n de Giraud. Et son art du louvoiement. Ce vendredi matin, pourtant, il faudra bien qu'il donne des réponses : des commissions restreintes doivent se réunir à la mairie pour aborder techniquement les problèmes de licenciement. Travail qui n'engage pas politiquement les organisations syndicales, et est distinct des négociations de l'après-midi.

L'inconnue subsiste : qui est, au juste, Henry Giraud ? Un vautour qui se précipite sur les entreprises en difficulté pour les acquérir à bon prix ? Un homme d'affaires rêvant d'être le patron de l'industrie horlogère française ? Dans ces deux cas, il ne doit nullement tenir à une rupture. Ou alors, est-il chargé par le gouvernement de faire traîner les négociations jusqu'à ce qu'un élément nouveau, une provocation lors de la marche sur Besançon du 29 septembre, par exemple, joue contre les grévistes ?

MICHELE BACKMANN

● 10 000 travailleurs de l'imprimerie ont manifesté mardi après-midi à Paris, à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t. Motif de leur mécontentement : les licenciements dans ce secteur (plus de 6 000 en quatre ans) dus, souvent, aux fermetures, aux fusions d'entreprises. A cela s'ajoute une inquiétude : les menaces sur leurs libertés sont de plus en plus nombreuses (censure, arrestation et matraquage de journalistes, loi anti-casseurs). Enfin, les manifestants réclamaient que les organisations syndicales puissent s'exprimer à l'O.r.t.f. Ce qui a mis le feu aux poudres : la décision de la Société Larousse de fermer l'imprimerie de Montrouge et de n'être plus qu'une maison d'édition.

S.n.c.f. : le rouge est mis

Les cheminots, soutenus par les confédérations C.g.t. et C.f.d.t., sont aujourd'hui en pleines journées d'action revendicative, fixées aux 20, 21 et 22 septembre. Le mécontentement gronde. Après des négociations stériles, dont les deux principaux syndicats — la C.g.t. et la C.f.d.t. — ont été écartés. Après les signes d'une mauvaise foi évidente de la direction de la S.n.c.f. : elle ne veut pas reconnaître le bien-fondé des revendications salariales et de conditions de travail.

Pourtant, les chiffres sont clairs. La gare de Strasbourg-ville par exemple, comptait, en mars 1972, 625 agents de manœuvre ; en septembre 1973, il n'en reste plus que 576, qui doivent se répartir le travail supplémentaire. En juillet, il y a 120 postes « non tenus ». On ne s'étonne plus des 500 jours de congé accordés en moins qu'en 1972 et des 1 100 jours de repos périodique en retard.

Partout, les effectifs se réduisent dangereusement. Avec un salaire d'embauche net de 1 208 F par mois pour Paris, on s'explique davantage cette désertion. Et ce n'est certes pas une malheureuse prime à l'embauche qui arrangera les choses. Depuis trop longtemps, les salaires de ce secteur public sont à la traîne. D'année en année, les rattrapages interviennent trop tard pour qu'ils correspondent à une augmentation réelle du pouvoir d'achat.

De plus, la fermeture de certaines lignes S.n.c.f., le démembrement de ce service public inquiètent beaucoup les cheminots. A leurs demandes d'explications, la direction réplique qu'elle ne voit pas le problème.

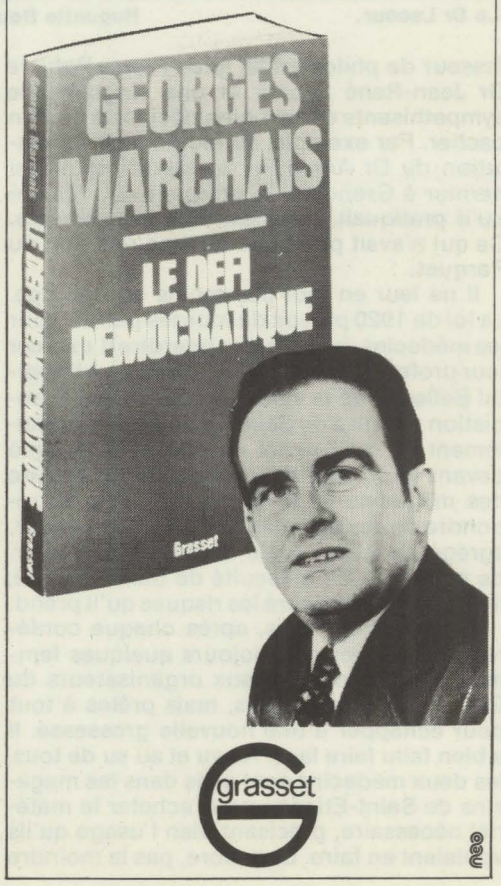
Jusqu'à ce samedi, donc, leur mécontentement pourra s'exprimer, suivant la forme choisie sur place par les travailleurs. A certains endroits, une grève du zèle sera jugée plus efficace. A d'autres, un arrêt du trafic pour quelques heures, ou par intermittences. Ailleurs, encore, une campagne d'information sera menée auprès des voyageurs. Un souci domine pour les cheminots : celui de gêner le moins possible les usagers de la S.n.c.f., tout en permettant à leurs revendications d'aboutir. Un absent remarqué des trois journées de revendications : Force ouvrière, qui n'estime pas utile de s'associer à cette action.

C. C.

GEORGES MARCHAIS

LE DEFI DEMOCRATIQUE

Demain les Communistes
peuvent participer
à un gouvernement
qui mettra en œuvre
le Programme commun
de la gauche.
Quelle société veulent-ils ?
Que deviendront
les libertés,
la propriété privée,
les conditions de vie,
l'indépendance nationale ?



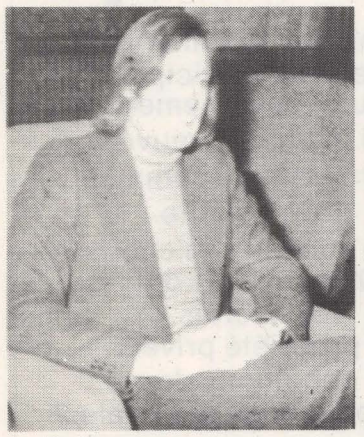
grasset

La «provocation» de Saint-Etienne

De notre envoyée spéciale

IL a fallu presque une semaine au procureur de la République pour ouvrir une enquête sur le Groupe pour la liberté de l'avortement et de la contraception de Saint-Etienne, le Glacs. Le régime ne nous a guère habitués à pareille lenteur dans la répression.

Tout a officiellement commencé le 11 septembre, avec un communiqué de presse du Glacs : « Depuis le mois de mai, nous avons aidé 1 000 femmes à se faire avorter et pratiqué nous-mêmes 400 avortements ». Une provocation ? Même pas. Ce communiqué avait pour but de convoquer les militants le 14 septembre à une assemblée générale. Depuis la création de ce groupe, il y a six mois, tout s'est toujours passé au grand jour. Ses fondateurs, Huguette Bouchardeau, professeur de philosophie, le Dr Pierre Poty, le Dr Jean-René Lacour et une vingtaine de sympathisants étaient bien décidés à ne rien cacher. Par exemple, au moment de l'arrestation du Dr Annie Ferrey-Martin, le 8 mai dernier à Grenoble, le groupe avait déclaré qu'il pratiquait, lui aussi, des avortements. Ce qui n'avait provoqué aucune réaction du Parquet.



Le Dr Lacour.



Huguette Bouchardeau.



Le Dr Poty.

Il ne leur en faut pas moins du courage. La loi de 1920 prévoit de lourdes peines pour les médecins, jusqu'à leur interdire d'exercer leur profession. Le Dr Poty, médecin à l'hôpital Bellevue de la ville et médecin de l'Association sportive de Saint-Etienne, sait parfaitement ce qu'il remet en cause. Convoqué devant le conseil départemental de l'Ordre des médecins le 18 septembre, il a dû répondre de ses activités. Quant au Dr Lacour, agrégé de physiologie et doyen de l'U.e.r. de médecine de la faculté de Saint-Etienne, il a également mesuré les risques qu'il prend.

Les premiers mois, après chaque conférence, il se trouvait toujours quelques femmes pour faire appel aux organisateurs du Glacs. Peu nombreuses, mais prêtes à tout pour échapper à une nouvelle grossesse. Il a bien fallu faire face. Au vu et au su de tous, les deux médecins sont allés dans les magasins de Saint-Etienne pour acheter le matériel nécessaire, précisant bien l'usage qu'ils voulaient en faire. Là encore, pas la moindre trace de forfanterie ou d'inconscience. Simplement le désir de pratiquer correctement un acte médical.

« Notre but premier n'a jamais été de pratiquer des avortements. Encore moins de les multiplier », rappelle Huguette Bouchardeau. « Nous sommes même contre l'avortement, ajoute le Dr Poty. Mais, devant une telle situation de nécessité, nous ne nous sentions pas le droit de fermer les yeux, ni de nous réfugier dans le confort de nos convictions. »

Les demandes de femmes angoissées se multiplient. Pour respecter les conditions d'hygiène et de sécurité, l'ouverture d'un centre d'orthogénie s'impose. Un immeuble ancien au 55 de la rue Henri-Gonnard. Trois pièces aux murs tapissés de papier vieillot. Dans l'une d'elles, un matériel gynécologique flambant neuf, des flacons de plasma, un appareil de réanimation respiratoire. L'essentiel est là. « Depuis quatre mois, nous avons pratiqué 400 avortements avec la méthode Karmann sans aucun accident, précise le Dr Poty. Les complications mineures ne doivent pas dépasser 5 à 6 % des cas. »

Grâce aux cotisations et au prix modique de l'avortement — 100 F — le Glacs arrive même à prendre en charge le coût du voyage à l'étranger pour celles qui ont trop attendu. Et, à la polyclinique de Saint-Etienne, le nombre des femmes admises en urgence après des avortements clandestins a baissé de 90 %.

Pour le moment, grâce à l'importance donnée à la contraception, avant et après l'intervention, aucune femme n'est revenue se faire avorter une deuxième fois. La qualité de l'accueil y est pour beaucoup. Tout n'est pas parfait dans ce domaine. Mais il faut accueillir en une après-midi plus de 40 femmes !

Lors d'une conférence de presse le 12 septembre, un bilan de tous les centres de la région Rhône-Alpes a été dressé : 2 500 avortements en un an, sans aucun accident. Près de 10 000 femmes reçues et conseillées entre les divers centres de Lyon, Grenoble, Romans, Saint-Etienne. Le Glacs ne compte pas en rester là. Avec 800 adhérents et 9 médecins, il veut étendre son action à tous les quartiers de Saint-Etienne et aux villes périphériques. Les besoins, en ce domaine, sont immenses. Le courant de solidarité qui soutient l'action du Glacs l'est également. Au moins 25 médecins de Saint-Etienne lui envoient maintenant des patientes, avec un mot sur papier à en-tête. Les demandes de participation aux permanences sont innombrables. Plusieurs locaux ont été proposés pour ouvrir des centres d'orthogénie. Est-il besoin d'ajouter que le Planning familial, les syndicats et les partis de gauche les soutiennent ?

Au placard

Cependant, il n'est pas question pour le Glacs d'organiser la pénurie gouvernementale : les demandes d'avortement sont bien trop nombreuses pour être satisfaites par une organisation locale née de la nécessité. Et puis le groupe en a assez d'assumer dans l'illégalité des fonctions qui devraient être remplies par l'Assistance publique. L'avortement est un acte médical ; il doit être pratiqué en milieu hospitalier, remboursé par la Sécurité sociale. Tel est le sens de la proposition de loi du Parti socialiste déposée en mai dernier.

Le gouvernement veut une rentrée parlementaire dans le calme. Au procureur de se débrouiller pour faire respecter la loi, sans rééditer à Saint-Etienne une arrestation et une inculpation bruyantes comme celles d'Annie Ferrey-Martin à Grenoble : ce serait remettre le feu aux poudres.

Fermer les yeux sur les activités du Glacs aurait permis au procureur Verney de se tirer d'une situation délicate. C'était compter sans l'ardeur réactionnaire du conseil départemental de l'Ordre des médecins, et oublier les convictions des évêques de Lyon et de Saint-Etienne. Sous leur pression, vendredi dernier — et à contrecœur, semble-t-il — le Parquet a ouvert une enquête. Des plus discrètes, il est vrai.

Quelles qu'en soient les suites, grâce au centre d'orthogénie de Saint-Etienne, l'avortement est à nouveau à la « une » des journaux. Combien de temps le gouvernement pense-t-il pouvoir encore tergiverser ?

Jusqu'en décembre, peut-être : c'est seulement à cette date — si encore le projet gouvernemental ne bute pas trop sur les obstacles d'une question préalable ou d'un renvoi en commission — qu'on discuterait du projet de loi à l'Assemblée. L'avortement — paraît-il — n'est plus un problème urgent. La vérité, c'est qu'il divise plus que jamais la majorité. Alors, au placard.

En attendant, la loi de 1920 est de plus en plus caduque, bafouée des centaines de fois par jour. Le gouvernement choisira-t-il de mettre en prison tous les contrevenants à cette loi, ou de changer la loi ? La doctrine de Michel Poniatowski, ministre de la Santé publique, semble être : il est urgent d'attendre.

CHRISTINE COTTIN

Lecteurs et amis de notre journal militants et sympathisants du P.s.

LE VENDREDI 12 OCTOBRE

L'unité

l'hebdomadaire du Parti socialiste paraîtra dans une formule nouvelle

Nous vous dirons la semaine prochaine comment vous pourrez participer à la campagne de lancement

POUR GAGNER A L'UNITE DES MILLIERS DE NOUVEAUX LECTEURS ET ABONNES.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. L'Unité ☐
3034980 La Source

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

On a fait "comme si"

Après les délices de « l'aileron de requin aux trois émincés », Georges Pompidou a retrouvé le bœuf aux carottes élyséen. Entre-temps, sur le chemin du retour, il était allé humer l'odeur du pétrole iranien. Ainsi les voyages présidentiels, qui eurent des allures spartiates, ont aujourd'hui des relents touristiques.

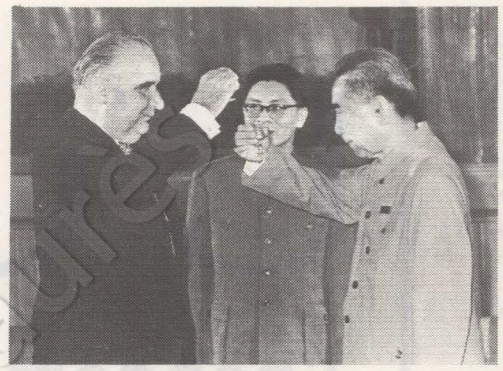
Bien entendu, beaucoup de journalistes présents sur les chemins chinois ont évalué l'allure du président de la République française d'un œil médical. Ils notèrent la légèreté du programme, tant politique que touristique, qui ne ressemblait en rien aux traditionnels marathons réservés aux personnalités en visite. Ils observèrent le soin qu'on prenait d'éviter à l'illustre visiteur les parcours trop longs et les escaliers trop rudes. Pendant ce temps, Alexandre Sanguinetti annonçait à Paris que la campagne présidentielle était commencée...

Pourtant, ce n'était pas l'essentiel. Pas même les essais pompidoliens de créer un vocabulaire digne de l'illustre prédécesseur. Que la Chine et la France soient « aux deux extrémités du globe » ou que l'importance de la petite colonie française de Pékin soit confirmée par la remarque qu'« un petit microbe peut tuer un grand corps » (sic) relève plus de Mac Mahon que du style gaullien. Pompidou était allé à Pékin pour faire la nique à tous ceux qui contesteraient la grandeur de la France. Ses interlocuteurs chinois, qui ont les yeux tournés vers les frontières sibériennes, ont l'art de manier les coïncidences. Après du Nixon, du Pompidou. En face, toujours l'U.r.s.s.

D'où des couplets répétés sur l'indépendance nationale. Avec, en contre-ton, les affirmations chinoises sur le refus du peuple le plus nombreux de pratiquer une politique d'hégémonie. Parce que la Chine n'entend pas, du moins officiellement, participer par exemple à un concert des Grands sur le désarmement atomique. Tout le monde, ou personne.

Comme la pression principale vient toujours de ceux qui vous sont les plus proches — parents, amis ou collègues de travail — lorsque Pompidou pensait Washington, Chou En-lai pensait Moscou. Pour le premier, pas question de dire qu'il renonçait à l'amitié soviétique, malgré les travers qu'elle vient de connaître. Pour le second, pas question de reconnaître que le rapprochement avec les Etats-Unis pouvait surprendre. Pour éviter d'en arriver là, le communiqué final s'en tient aux grandes lignes qui, comme chacun sait, permettent de mettre entre elles les arrière-pensées qui vous sont chères.





Le président Pompidou et Chou En-laï.

Le plus surprenant aura sans doute été la fougue européenne des dirigeants chinois. Pompidou s'est taillé une réputation d'Européen par un effort de propagande assez remarquable, étant entendu que pas un homme d'Etat, en Europe et dans le monde, n'ignore combien il a fait de la France un partenaire difficile et plein de foucades dans la construction européenne. Chou En-lai, avec un talent méritoire, a fait comme s'il n'en savait rien et comme s'il avait en face de lui le représentant d'une Europe intégrée, acquise à la supranationalité. Le président de la République française, qui aimerait tant être le porte-parole de l'Europe sans en avoir les obligations résultant d'une décision majoritaire, a laissé dire. Mais là encore était apportée la preuve évidente que les deux gouvernements n'avaient pas les mêmes objectifs. Et, comme le marché chinois n'ouvre ses portes qu'à des conditions qui font souvent frémir les techniciens du capitalisme, l'éblouissant voyage laissera plus de traces dans la mémoire des chroniqueurs que dans celle des hommes politiques.

Examen de passage

L'entourage de « l'Européen » Pompidou justifia les nombreux temps libres du voyage par la nécessité de suivre les affaires du monde, sur lesquels le « pro-européen » Chou En-lai avait également l'œil attaché. C'est que, justement, la semaine du voyage présidentiel était aussi celle de la première occasion pour l'Europe de montrer son unité. Les ministres des Affaires étrangères des 9 pays membres du Marché commun s'étaient retrouvés dans la calme capitale danoise pour préparer le dialogue qu'il faudra mener dans un mois et demi avec le président Nixon et qu'il fallait déjà engager à Tokyo, 48 heures après. Certes, de Copenhague à

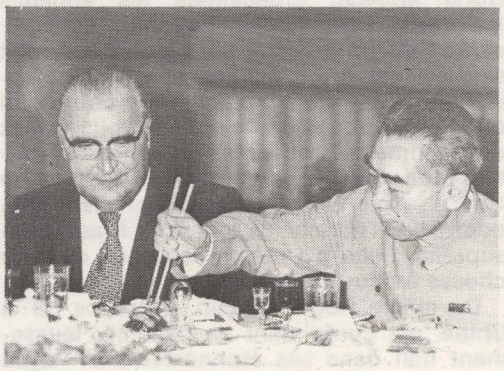
Les œufs cassés de l'omelette norvégienne

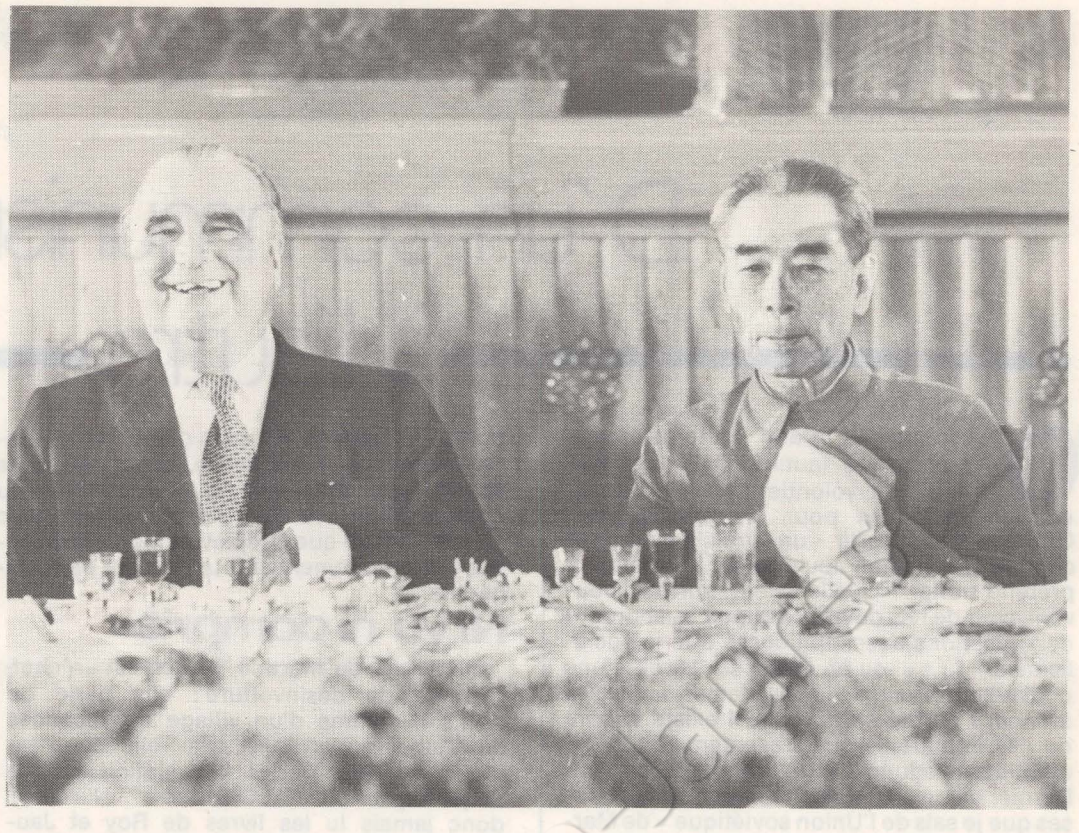
La Norvège subit le contrecoup du débat instauré à l'occasion de la demande d'adhésion au Marché commun, débat qui fut, on s'en souvient, apparemment clôturé par un vote référendaire négatif. Votant quelques jours avant les Suédois, l'électorat norvégien a montré un trouble certain, marqué par un recul important du Parti travailliste — qui s'était prononcé majoritairement pour l'adhésion à la C.e.e. — et par des progrès considérables des socialistes de gauche — alliés aux communistes — et d'un parti poujadiste. Voilà donc la Norvège dotée d'un Parlement comptant 78 sièges à la gauche et 77 à la droite, situation compliquée encore par la division des deux grandes tendances.

Les travaillistes ont perdu 12 sièges et 11 % des suffrages, gardant cependant la première place avec 62 élus et 35,5 % des votants. L'alliance des socialistes populaires et des communistes a groupé 11,2 % des suffrages et obtenu 16 élus — avec un seul élu communiste, le président du P.c.n., Reidar Larsen. Finn Gustarsen, président du Parti socialiste populaire, a invité Trygve Bratelli, président du Parti travailliste, à former le nouveau gouvernement, en précisant que le soutien accordé par son parti se ferait cas par cas. Le leader travailliste a repris la balle au bond, tout en faisant savoir qu'il espérait la coopération de tous les partis pour aider à résoudre les problèmes nombreux d'un pays qui vient à peine de terminer la négociation d'un accord de libre échange avec la C.e.e.

Un gouvernement homogène travailliste peut-il espérer ainsi, avec des majorités de rechange, gouverner efficacement ? Il est vrai que le bloc de droite est encore plus divisé que celui de gauche et que s'il avait obtenu la majorité, il lui aurait fallu compter avec les cinq élus obtenus par le parti « anti-impôts » d'Anders Lange. Il est probable que le Premier ministre sortant, le chrétien-démocrate Lars Korvald, dont la formation a gagné six sièges, n'aurait pas vu avec plaisir une telle coalition.

Cette radicalisation des extrêmes inquiète beaucoup de commentateurs norvégiens, habitués à un calme politique qui, s'il n'exclut pas les convictions, empêche les outrances. Le chiffre exceptionnellement élevé des abstentions — 22 % — est aussi le signe de la crise que traverse l'opinion du pays. L'incertitude dans laquelle le scrutin du 10 septembre a laissé la Norvège n'offre pas de grande marge de manœuvre pour affronter l'avenir immédiat.





la capitale japonaise, l'ordre du jour n'était pas identique. Il s'agissait d'abord de savoir si les Neuf pouvaient, au plan présenté au printemps dernier par Henry Kissinger, plan définissant en fait une nouvelle Charte de l'Atlantique, opposer un contre-projet européen. A Tokyo, la conférence du Gatt, à laquelle participaient 83 pays membres et 16 pays associés en fait, s'élevait à la vision mondiale, celle des relations commerciales non seulement entre les pays déjà industrialisés, mais encore entre ceux-ci et les pays en voie de développement. Mais il est évident d'une part que le système commercial international est toujours dominé par les péripéties des rapports entre les Etats-Unis, l'Europe et le Japon ; d'autre part, que l'Europe se trouvait dès maintenant devant son premier examen de passage.

Copenhague a vu un peu de soleil éclairer le ciel européen. Les Neuf ont en effet rédigé une « déclaration de principe sur les relations entre les Etats-Unis et la Communauté européenne », laquelle affirme assez solennellement « l'identité » européenne en demandant notamment aux Etats-Unis de se féliciter avec eux « de l'intention de la Communauté de marquer sa place dans les affaires mondiales en tant qu'entité distincte ». D'autre part, ils se sont donné un porte-parole unique : le pays présidant le Conseil des ministres de la Communauté — en l'occurrence, et jusqu'au 31 décembre, le Danemark, après l'Allemagne fédérale. Ce délégué parlera au nom de tous devant la Conférence européenne de sécurité. Dans l'immédiat, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement danois, Andersen, a informé l'ambassadeur des U.s.a. à Copenhague des résultats des travaux et lui a communiqué officiellement le texte de la déclaration.

Du côté américain, on a fait savoir qu'un examen approfondi de ces informations était nécessaire avant de faire connaître un sentiment. Cependant un commencement de réponse a été donné par l'attitude prise par Georges Shultz, le patron des Finances, l'équivalent auprès de Nixon, dans le domaine économique et commercial, d'Henry Kissinger. Shultz a délibérément choisi de croire — ou de faire croire — que les Etats-Unis n'avaient pas à se soucier des résultats obtenus par les Européens dans leur marche vers l'unité, sinon pour les en féliciter. Que l'Europe soit unie ou séparée, le comportement américain serait le même, parce que la question essentielle pour les U.s.a. n'est pas de régler un contentieux commercial avec l'Europe, mais de juguler l'inflation. Et comme les Etats-Unis ont décidé de le faire, ils le feront.

Les lampions de Pékin, de Copenhague et de Tokyo sont maintenant éteints. En quelques semaines, des rencontres internationales à différents niveaux ont toutes abouti à faire mieux apparaître que le développement inégal des économies et l'absence d'une réelle solidarité internationale étaient au centre de la crise mondiale. Dans les couloirs de la conférence de Tokyo, il y avait des ombres tristes et symboliques, celles des membres de la délégation chilienne qui savaient que leur pays était en train de mourir pour avoir voulu, à sa façon, se libérer du carcan des appétits et des intérêts de l'impérialisme. On peut imaginer, pour qu'il y ait un peu de chaleur humaine dans le jeu si terrifiant des intérêts, quelles pouvaient être leurs pensées pendant que se polissaient les formules diplomatiques.

CLAUDE FUZIER

LES ECRIVAINS SOCIALISTES ET LES INTELLECTUELS DE L'EST

Au nom de la section socialiste des écrivains, Bernard Pingaud nous adresse le texte suivant :

Le Bureau de la section socialiste des écrivains a pris connaissance du texte adopté par le Comité directeur à propos des récentes déclarations de personnalités soviétiques et de la polémique qui s'en est suivie. Comme militants, nous approuvons totalement cette motion. Comme écrivains, nous nous sentons une responsabilité particulière à l'égard des intellectuels de l'Est, en particulier d'Union soviétique et de Tchécoslovaquie, qui subissent un régime de contrainte. Nous ne pensons pas faire de l'« anticommunisme », mais au contraire servir l'union de la gauche en dénonçant, à notre tour, cette situation. Il ne suffit pas toutefois de la dénoncer. Nous devons en tirer la leçon et réfléchir ensemble, avec nos camarades communistes, sur les problèmes que posera une garantie réelle des droits d'expression et de critique dans une France en transition vers le socialisme. Le programme commun contient à ce sujet des affirmations sans équivoque, mais encore trop générales. Il sera nécessaire, sur ce point comme sur d'autres, de l'approfondir et de le préciser si l'on veut éviter que, demain, le pouvoir politique ne cède à la tentation commode de mettre sous tutelle tous ceux dont la parole pourrait le déranger.

THEATRE du CASINO
de DIEPPE

84.33.60

Samedi 22 septembre à 21 h

QUILAPAYUN

Prix des places : 6 et 8 F.

A l'Hôtel de Ville, à 17 heures
avec Georges FOURNIAL
et Jean-Louis MOYNOT

« SOLIDARITE AVEC LA RESISTANCE DU PEUPLE CHILIEN »

D'un communisme à l'autre

« On reconnaît un grand poète au nombre de pages inutiles qu'il n'a pas écrites » dit volontiers René Char. Il en est de même pour les journalistes.. Que sert-il de « sortir » un livre s'il n'apporte aucune information nouvelle sur le sujet qu'il prétend traiter ? Quelle valeur, surtout, peuvent avoir de tels ouvrages quand ils abordent des questions aussi épineuses que le socialisme en U.r.s.s. ou en Chine sur le ton d'une conversation entre vieilles dames anglaises à l'heure du thé ? Pourtant, il existe encore de ces impudents qui présentent régulièrement des produitsalléchants au titre ronflant. Dernier exmple en date : « Deux ou trois choses que je sais de l'Union soviétique » de Martine Monod (Editions sociales) et « La Chine est un miracle » de Roger Massip (Grasset). Accrocheur, non ? On est d'autant plus tenté par la marchandise que Martine Monod est responsable de la rubrique de politique internationale à « l'Humanité-Dimanche » et que Roger Massip assure les mêmes fonctions au « Figaro ». Ces gens doivent savoir de quoi ils parlent !

Détrompez-vous : ils ne parlent de rien ; ou plutôt ils prennent un soin infini à ne pas apporter de réponse aux plus courantes des interrogations que font naître les « ceintures de secret » qui entourent les deux géants du communisme mondial. Ils perpétuent avec zèle le silence que Brejnev et Mao entretiennent volontairement autour de leurs pays respectifs.

Ni vu ni compris

L'ouvrage de Martine Monod est un chef-d'œuvre de désinvolture : elle parle de l'U.r.s.s. comme d'un village de vacances du Club Méditerranée. N'a-t-elle donc jamais entendu parler du stalinisme, de Soljenitsyne ou de Sakharov ? N'a-t-elle donc jamais lu les livres de Roy et Jaurès Medvedev, pourtant publiés en France : « Un cas de folie », « Le secret de la correspondance est garanti par la loi » (Julliard) ? Est-elle à ce point sourde, aveugle et niaise qu'elle n'a entendu ni vu ni compris ce que Pierre Daix a pu saisir par ses oreilles, ses yeux et sa raison ? Martine Monod règle le problème de la vie démocratique en U.r.s.s. d'un revers de manche : « Les dissidents d'aujourd'hui sont encore plus loin des masses populaires que ne l'étaient hier ceux que Gorki appelait cruellement les ennemis inachevés. » Quelle démonstration convaincante ! Même procédé pour situer le conflit sino-soviétique : « Imaginer que l'Union soviétique a des projets d'agression contre qui que ce soit est absurde ». Et si vous voulez des arguments, trouvez les vous-mêmes. Martine Monod est sans doute allée souvent en U.r.s.s., mais elle n'y a manifestement rencontré que l'attaché de presse du Praesidium suprême ; elle n'a même pas deux ou trois choses à nous apprendre.

De même Roger Massip, à propos de la Chine, est confondant de banalité, faussement naïf dans ses étonnements et vague dans ses survols. Ses états d'âme sont aussi prétentieux que ceux d'Alain Peyrefitte et ses vues aussi courtes. Il a écrit son gentil petit récit de voyage en se prenant pour Christophe Colomb. Comme si K.S. Karol n'avait pas écrit « La Chine de Mao » (Robert Laffont)...Comme si Edgard Snow n'avait pas existé, lui qui fit tant pour nous expliquer la Chine à travers « Etoile rouge sur la Chine », « La Chine en marche » et, plus récemment, « La longue révolution » (Stock)... Comme si Maria-Antonietta Macciochi, avec « De la Chine »

La longue percée de Cora

Elle a créé « Les feuilles mortes » de Prévert et Kosma : une belle rampe de lancement. Pourtant, elle n'est jamais devenue une star du « show business ». Elle est le contraire d'une vedette. Elle est mieux : une solitaire têtue de la chanson de qualité ; une dame courageuse qui, en 1971, a abandonné toutes ses activités, tous ses contrats pour voler au secours de « L'Ecluse », ce cabaret en perdition où Barbara, Brel, Brassens, Devos et tant d'autres avaient fait leurs premiers pas. Telle est Cora Vaucaire, de la famille des Catherine Sauvage, des Pia Colombo et autres Francesca Solleville.

En février-mars dernier, elle accepte de tenter le pari que lui propose Jean Mercure : remplir tous les jours pendant trois semaines une salle de mille places, le Théâtre de la Ville. Elle gagne ; ses armes se nomment Prévert, Ferré, Aragon, Trénet, Ferrat, Louki, Gainsbourg. Aujourd'hui, pour la première fois de sa vie, elle chante dans un grand music-hall : Bobino. Dans le même temps, Gilles Costaz lui consacre un livre : « Cora Vaucaire » aux éditions Seghers (Collection Chansons d'aujourd'hui, dirigée par Lucien Rioux). Consécration ? Plutôt revanche, plutôt justice rendue. Qui mieux que Cora



Vaucaire porte et essaime « l'esprit rive gauche » depuis presque trente ans ? Qui, plus qu'elle, est à sa vraie place dans le vieux temple de la rue de la Gaîté ?

Ce qui est évident maintenant aurait dû l'être depuis lontemps, car le palmarès de Cora Vaucaire est éloquent. En 1941, déjà, elle remporte le concours de l'A.b.c. — décerné par un jury présidé par Edith Piaf — avec la « Chanson tendre » de Francis Carco. A la Libération, elle est la chanteuse la plus demandée sur les ondes de la toute jeune Radiodiffusion française. Elle investit bientôt le Quartier latin, où règne « la muse » Juliette Gréco ; malgré la présence du « grand poisson noir », elle se fait une place qui lui vaut le surnom de « dame blanche de Saint-Germain-des-Prés ». En plus des poèmes de Prévert qu'elle fait découvrir, elle rend à Paris et aux rues les vieux refrains populaires oubliés : « Aux marches du palais », « Le prisonnier de Nantes », « La rose et le lilas ». Dix années plus tard, Yves Montand récoltera les fruits et la gloire de cette moisson...

On doit aussi à Cora d'avoir créé son propre cabaret, le « Caveau Thermidor », où débutèrent Catherine Sauvage et les Quatre Barbus ; d'avoir créé « La complainte de la Butte » ; d'avoir été l'interprète risquée des premiers textes de Francis Lemarque, Guy Béart, Pierre Louki, etc. ; d'avoir chanté Barbara avant que cette dernière ose s'interpréter elle-même. C'est là qu'on voit le mieux les scandales du hit-parade et des talents préfabriqués, les falsifications mercantiles des faiseurs de microsillons : en trois décennies de carrière, Cora Vaucaire n'a connu qu'une seule distinction, le Grand prix de L'Académie Charles-Cros (1966) pour deux disques consacrés à Prévert ! Qu'on se console en se disant que ses « tubes » durent plus d'un été et qu'ils font partie de la culture profonde et inconsciente du passant inconnu.

Mieux vaut la longue percée de Cora Vaucaire que les factices succès d'août de tous les rimailleurs pistonnés par tel éditeur ou telle radio périphérique. Et, comme le dit Gilles Costaz, « si, dans mille ans, on ne chante pas encore certaines chansons choisies par Cora Vaucaire, c'est à désespérer de l'humanité ».

JEAN MONTAGNARD



Alexandre Soljénitsyne

(Le Seuil) et Alberto Jocoviello, avec « L'hypothèse chinoise », n'avaient amorcé aucun débat. Le livre de Roger Massip n'est même pas un condensé habile de tout ce que les livres précédemment cités nous ont apporté de précisions sur les Communes populaires, la Révolution culturelle, la médecine, l'armée, le Parti, la paysannerie, les rapports avec l'U.r.s.s., etc. De plus, Massip avoue que son voyage a été « organisé » alors que, par exemple, en 1965, K.S. Karol a séjourné pendant quatre mois dans l'Empire du Milieu et y a librement parcouru 25 000 kilomètres. A expérience égale, mieux vaut assurément lire « La Chine comme si vous y étiez », d'Alfred Max, chez Gallimard *(voir le dernier n° de « l'Unité ».)* Mieux vaut même sans doute se plonger dans le dernier roman de Lucien Bodard, « Monsieur le Consul » (Grasset) ; l'auteur y décrit la Chine hallucinante et misérable du temps des concessions occidentales, du temps d'avant la révolution de Mao. Se perdre dans ce grouillement amène inévitablement, par comparaison, à prendre conscience du chemin parcouru depuis 1949 : les Chinois vivent aujourd'hui décemment, ne connaissent plus la faim ; ce simple constat aurait dû inspirer Roger Massip et lui servir de point de départ pour des analyses serrées. Constatons qu'il a préféré se commettre à faire de la publicité pour une compagnie française d'aviation fort connue...

Autrement sérieux, fouillé et passionnant se révèle le travail de François Fejtö : « Chine-U.r.s.s., de l'alliance au conflit » (Le Seuil). S'étendant sur la période 1950-1972, ce volume éclaire le monde communiste d'un regard qui n'a rien de manichéen ni superficiel. Pour savoir où en est la Chine, intérieurement et extérieurement, il faut d'abord savoir quel a été le comportement des Soviétiques dès l'accession de Mao au pouvoir, il faut rappeler la tiédeur de Staline au départ de l'expérience chinoise ; se dessineront ensuite l'habilité tactique de Mao et sa volonté d'hégémonie sur l'Asie et l'Afrique ; en découleront les rancœurs de Khrouchtchev, le débat sur la coexistence et la hargne de Pékin envers Moscou. Rien n'est simple dans cette nouvelle « guerre froide », mais Fejtö ne laisse dans l'ombre aucun aspect du « schisme ». Mieux qu'à travers tous les récits de voyage existants, le lecteur curieux trouvera, dans l'ouvrage de Fejtö, le récit détaillé de la plus longue marche du XXe siècle : l'aventure d'un homme — Mao — qui a inventé pour son pays — la Chine — une voie originale vers le socialisme, au risque de bientôt faire passer pour arriéré le frère aîné en marxisme, l'U.r.s.s. Qui osera encore prétendre qu'il s'agit simplement là d'un mythe et d'une mystique ? Qui niera que les partisans français du socialisme ont beaucoup à gagner en passant au crible l'expérience chinoise, en la comparant à ce qui subsiste de la Révolution d'Octobre, et en tirant les enseignements qui s'imposent ?

ANDRE LALLIER

Télé -Pompidou , Radio -Mourousi

« L'O.r.t.f. - voix de la France » a du plomb dans l'aile. La conception pompidolienne de l'information a donné de bien piètres résultats ces derniers temps ; en douze mois, le journal télévisé de la 1ère chaîne a vu son taux d'audience descendre de 45 % à 35 %. Dans le même temps, l'écoute de France-Inter a connu une belle dégringolade. Jacques Sallebert, directeur de la radio, n'a pas la franchise de Jacques Alexandre, directeur de la 1ère chaîne, mais son inquiétude était si évidente qu'il a remis un rapport alarmant à Arthur Conte à la fin du mois de juin, à la veille des vacances. On pouvait donc s'attendre à quelques bouleversements pour la rentrée d'octobre. Or voici ce qui vient d'être décidé par le P.d.g. de l'Office.

En ce qui concerne le journal télévisé de la 1ère chaîne, opération « rénovation » (sic). Jugez plutôt : Michel Péricard, qui s'est fait remarquer depuis longtemps pour sa servilité à l'égard du pouvoir, est promu à la rédaction en chef des informations 1ère chaîne. Le journal télévisé bénéficiant des services de cinq présentateurs : Zitrone, Wolker, Robinet, Brovelli et Berthet, tous connus pour leurs sympathies majoritaires, ne devrait-on pas suggérer à Arthur Conte d'installer directement Joseph Comiti à la tête du J.t. ? De cette manière, les directives de l'Elysée seraient appliquées sans intermédiaire, donc sans risque de déformation. Bref, depuis lundi dernier, Télé-Pompidou vous informe trois fois par jour sur la 1ère chaîne. Merci, M. Arthur Conte.

Le même entêtement a présidé au changement de la grille des programmes sur France-Inter : on prend les mêmes et on recommence. Pas question d'abandonner le ton superficiel et parisien cher à Yves Mourousi. Pour récupérer les auditeurs perdus, on se contentera de dépenser plus d'argent... pour faire du plus spectaculaire encore. S'il le faut, on n'hésitera pas à faire présenter le magazine de France-Inter à quelques centaines de mètres sous l'eau, dans un engin piloté par le commandant Cousteau ! L'opération sera peut-être onéreuse, mais au moins on aura fait de « l'exclusif ». Soit. Mais où prendre l'argent nécessaire à de telles opérations ? Arthur Conte et Jacques Sallebert ont trouvé la solution idéale : d'habiles saignées sur les budgets de France-Culture et de France-Musique. Grâce à ces ponctions radio — Mourousi pourra continuer à roucouler autour des amours de Sheila et Ringo.

Mais les conséquences sont graves : une incertitude pèse sur l'avenir des « Après-midi » de France-Culture ; les trois producteurs de l'émission ont bien un contrat jusqu'en janvier 1974, mais après ? Pour l'immédiat, une compression de personnel et de dépenses a été mise en place. Jusqu'à maintenant, en effet, quarante journalistes travaillaient à l'émission de l'après-midi. Depuis le 1er septembre, seuls neuf d'entre eux ont une assurance de travail fixe. Comme par hasard parmi ces neuf figurent trois jeunes gens dont les pères ont déjà donné beaucoup de preuve d'allégeance à l'ordre gaulliste...

Entre les petits clowns et les grands commis, la galère vogue tant bien que mal. Mais si Arthur Conte s'imagine remédier ainsi à une désaffection grandissante, il risque de couler avec ses illusions.

JEAN MONTAGNARD

Cherchez la femme

De notre envoyée spéciale

La montagne est belle. Mais elle se vide. En septembre, à peine embastillés de nouveau dans les villes, les horaires, le travail, les citadins se mettent à rêver. C'est qu'il y a des petits villages si tranquilles, si verts qu'il vous prend au ventre la passion de la campagne. On rêve d'un bonheur simple. D'un troupeau à garder dans le creux d'un vallon où il fait frais quand le soleil est haut. On se souvient de l'odeur du foin. De celle des genêts et de celle de l'humus.

Mais il faut regarder de plus près : souvent les maisons épaisses sont vides. C'est que la montagne est le royaume des célibataires. Les statistiques sont formelles : au-dessus de 800 mètres, 30 % des garçons n'ont aucune chance de créer un foyer.

Or, en France, 4 263 communes sont situées en « zone de montagne » : elles ont une altitude supérieure à 600 mètres, ou une dénivellation des territoires cultivés d'au moins 400 mètres, ou une économie liée à celles des communes ainsi dénommées. Et cette zone représente 16 % du territoire et s'étend sur 40 départements (*voir notre encadré).*

Fort de ces caractéristiques, au bout du Massif central, tiraillé par les influences de l'Atlantique et de la Méditerranée, le haut plateau ardéchois s'engourdit. On garde de ce département un souvenir de l'école primaire : les sources de la Loire au Mont-Gerbier-de-Jonc, à 1 550 mètres. A part cela reste le goût de ses pêches. Profondément conservateurs, accueillants et durs, les villages — plus montagnards que méditerranéens — lui confèrent l'humeur sérieuse. Les vieilles, fagotées de noir, sont marquées par une vie trop laborieuse, trop rude. Mais elles ont survécu à « leur homme » qui repose au cimetière. Une image insoutenable pour leurs petites filles qui regardent vers la ville avec l'espoir d'autre chose. Sans même vouloir rien soupçonner de la réelle évolution de la vie à la ferme.

Alors, avant de mourir, l'Ardèche se replie sur ses « vieux garçons ». Chaque commune a les siens. Ils vivent comme il y a un siècle. Parce que, depuis l'âge de 13 ans — ou même plus jeunes — ils aidaient le père à garder les bêtes et n'allaient en classe qu'au plus dur de l'hiver. Ou bien même se louaient pour ramener quelques sous.

« Ce n'était pas bien normal que les petits n'aillent pas à l'école, mais les parents étaient tellement pauvres ! Les filles non plus n'attendaient pas 13 ans pour chercher du travail à l'usine. Il fallait bien des papiers, mais on les faisait au nom d'une autre. Et le patron les prenait tout de même. » A 80 ans, Louise Fargier se souvient. De l'usine de soie, où elle travaillait l'hiver seulement — l'été elle allait aux champs. Quand son mari faisait la soupe pour les six enfants, elle s'occupait du bétail. Il est mort. Ses filles sont en ville, mariées. Ses deux fils, Jean et Noël, ont la trentaine passée. Célibataires,



Deux célibataires ardéchois et leur mère.

à vie. « On ne serait bien mariés, pardi, mais il fallait abandonner les parents, les terres. Ça faisait peine. Puis on a pris l'habitude, les jours passent bien. Le premier qui arrive fait la cuisine. Quand les nuits sont trop longues, on écoute la radio. On fait la belote. »

Sans école

L'hiver dernier, il ne restait que 14 personnes à Roux-Montpezat. Les cafés ont fermé. Le curé ne dit plus la messe que de temps en temps. Et encore ses fidèles ne sont-ils avertis qu'au son de la cloche. C'est souvent trop tard pour y assister. L'école n'a pas rouvert ses portes à la rentrée. Les quelques petits, venus du village d'en dessous, auront le double de chemin à faire. Ils iront peut-être même à Montpezat. Pourtant, Roux n'est pas un village exemplaire. Irénée Coudène, maire depuis 28 ans, ancien boulanger, ancien épicier, marchand de tabac, a pris sa retraite — faute de clients. Il compte ses administrés : peut-être 65 au prochain recensement. Au début du siècle, ils étaient 628. C'est la fin d'une histoire.

La Chapelle-Graillouse. Ce pourrait être une de ces campagnes résidentielles d'habitations secondaires : pittoresque à souhait. Pour la carte postale : un troupeau de moutons. Quelques vaches qui rentrent à l'étable, menées par un homme sans âge. Au village, il reste deux couples avec de jeunes enfants. Ils ne travaillent pas la terre. Les autres, le cantonnier, les paysans, sont célibataires. Sur le chemin, deux fermes : trois vieux garçons. Les jeunes — ceux qui voulaient se marier — sont à Lyon ou plus près, à Aubenas. « Voyez, en face, le père va demander son indemnité de départ. Il ne peut plus tenir. Les deux fils sont partis. L'aîné s'est marié et travaille aux P.t.t. L'autre est dans la police. »

Et Marie, l'isolée de Chamblagère : 6 habitants. Son mari devait l'emmener à Paris. Mais jamais il n'aura été fort des halles. A 45 ans, elle est la seule femme. Dans le même hameau : un célibataire de 67 ans, qu'on dit un peu « abruti », ne sachant compter que ses bêtes. Un autre célibataire de 42 ans. Et encore un autre célibataire de 67 ans avec sa mère, une autre vieille femme — 80 ans dans l'année.

Quand il « burle », que le vent du nord sème la tourmente, les nuits sont longues, les journées rudes : « Il y a deux ans, c'était le 9 octobre qu'il a neigé, avec toute l'herbe dehors et presque les pommes de terre. On a pu les ramasser sur la première petite neige. Et le 25 mai, il neigeait encore. On croyait devenir fou. »

Un métier et partir

Et l'Ardèche vieillit : 3 525 exploitants sont âgés de plus de 57 ans. Peut-elle compter avec ses 2 753 autres de 30 à 57 ans ? La démographie est une science exacte. Pas de miracle à attendre des chiffres. La situation est plus qu'inquiétante, elle est dramatique. Des cantons entiers n'ont plus de jeunes installés. Dans 14 d'entre eux, 151 jeunes seulement ont moins de 30 ans. Il ne suffirait pas de donner des femmes aux paysans, il leur faut des conditions de vie décentes.

Bien sûr, il y a l'électricité, parfois depuis 1957, tout de même ! Bien sûr, il y a le téléphone, et une heure d'attente pour Paris, ce n'est pas le bout du monde ! Bien sûr, il y a le chasse-neige. Même la nuit, en cas d'urgence ! Mais, en même temps que le gouvernement discourait sur l'installation des jeunes agriculteurs, il fermait les écoles, informait des carrières dans l'administration, encourageait et favorisait les départs en allouant une prime de 6 000 F. Et en garantissant un salaire — au Smic, bien souvent. Les jeunes filles y furent sensibles. D'abord trouver une place, puis chercher un mari !

A condition qu'il ne soit pas paysan. A cause de la « mentalité », dit Martine, 18 ans, elle-même fille de paysans. Sa seule conviction : ne pas être fermière. La ville, « c'est pas pareil » : les magasins, les sorties, le monde. Quant aux journées fatigantes, au surmenage, elle n'y pense pas. Mieux, elle n'y croit pas. Martine restera encore quelques années à Coucouron. Elle aidera ses beaux-parents au libre service. Puis elle partira.

Pourtant Coucouron — le chef-lieu de canton — vit encore. On y fait de l'élevage. Le mercredi, c'est la foire. A 10 h du matin, autour des tables de l'hôtel des Touristes,



maquignons et paysans « topent là » devant du pastis. Une belle foire aux veaux. Une occasion de sortir, de bavarder. Le 12 septembre, la veille de la rentrée scolaire, les gosses du secondaire s'apprêtaient à partir pour Aubenas, Langogne. Ou pour Le Puy. Car il n'y a pas de C.e.g. à Coucouron. Il y a quelques années, l'ancien maire, contraint par le curé de la paroisse, a refusé un établissement que l'académie voulait construire. Le curé, pour défendre un collège libre, avait fait signer une pétition à toute la population. Car, il n'y a pas si longtemps, l'école laïque était « l'école du diable ». Aujourd'hui encore, elle laisse méfiants bien des parents : « Vous comprenez, il y a les grèves... et puis le manque de discipline ». Mais, depuis, le collège libre — pas assez rentable, peut-être — a fermé ses portes. Et les adolescents de Coucouron doivent partir.

Après, ils seront ouvriers chez Michelin à Clermont-Ferrand ; les filles, infirmières à l'hôpital psychiatrique du Puy. Car, souvent, les filles poursuivent leurs études en plus grand nombre et plus longtemps que les garçons. Pour s'assurer un métier et partir. Celles qui ne le pourront pas se placeront. Le samedi, tous remontent. Marc anime la maison des jeunes : 50 y viennent régulièrement. « S'il y avait une petite industrie, tout le monde resterait. Entre nous, on a discuté du pays, des filles. Elles pensent que les garçons d'ici ne sont pas assez bien pour elles. Pourtant, maintenant, une femme de paysan, si elle voulait bien, elle pourrait simplement s'occuper de sa famille, de ses enfants. Et je suis persuadé qu'elle serait beaucoup plus heureuse qu'une femme d'ouvrier. »

Marc, dans deux mois, partira au service militaire. Il travaille pour être préparateur en pharmacie. Et ne pense pas rester, à cause d'une fiancée. Peut-être...

En 1962, la population active du département comptait 31 % d'agriculteurs. En 1968, ils ne sont plus que 22 236, soit 22 %. Ce qui explique, malgré le développement de rares villes, la progression dérisoire de la population ardéchoise, passée de 248 000 habitants en 1962 à 256 000 habitants en 1968.

Au début du siècle, le département totalisait 386 505 habitants. Autant d'hommes que de femmes (195 983 hommes, 190 522 femmes). Aujourd'hui, pour 17 260 agriculteurs, il y a 4 976 femmes. La différence est encore plus flagrante chez les salariés agricoles : 2 728 hommes et 124 femmes. Alors que la création de coopératives pourrait favoriser les emplois féminins. Mais le poids des mentalités fait que le regroupement des exploitants s'effectue difficilement. « On a beaucoup réfléchi avant de créer notre Gaec (groupe agricole d'exploitations en commun). Avant, on travaillait avec nos beaux-parents. On a discuté joliment, pendant deux ans, car on ne voulait pas partir avec n'importe qui. On travaille tous ensemble. Mais nous, les femmes, on n'est pas « vues » au Gaec (!). Il n'y a que le nom des hommes. Maintenant, on voudrait bien demander un salaire. »

Petites annonces

Pourtant, la vie est plus facile pour ces trois femmes (26, 36 et 46 ans). Elles s'organisent en fonction des enfants. Un dimanche sur trois de libre, une semaine de vacances quand l'année a été bonne, la vie est plus douce. Une idée timidement avancée par Manou Maillet : un salaire qui valoriserait et son travail et sa condition de femme d'agriculteur. Et qui arrondirait les fins de mois. Au Gaec, les hommes reçoivent 1 400 F par mois. Pour vivre à six, il faut faire attention.

« Si la télé a tué nos veillées, explique Manou, elle nous a montré ce qui se passe ailleurs. Vous savez, on peut être tout aussi bien habillées que les femmes de la ville. C'est pour aller au champ qu'on met les vieilles guenilles. »

Jean-Paul est un jeune agriculteur. Il a 24 ans. Loin du plateau ardéchois, dans la vallée de Privas, ses ressources viennent des fruitiers. Dans son canton, les jeunes se comptent : « Il y a des communes comme Oluiras, Marcols, Saint-Julien, où ceux qui restent sont tous célibataires. J'ai un camarade qui s'est marié par petites annonces. Il y a un an. Mais ce n'est pas fréquent. » Alors, les agences matrimoniales écrivent, invitent, relancent. C'est qu'il y a marché à prendre. Un maire de la région s'est, dit-on, marié ainsi. Avec une « étrangère » : une Avignonnaise. On a même raconté qu'une Mauricienne aurait été achetée. Mais rien n'est sûr. L'assistante sociale est étonnée. « Ça se saurait. Mais qui voulez-vous qui vienne sur ces terres, quand on n'y est pas né ? »

Jean-Paul, cependant, pense que les contacts sont beaucoup plus compréhensifs avec les filles de la ville. Peut-être parce que celles qui sont nées sur place savent ce que fut la vie de leur grand-mère et de leur mère Alors, faut-il partir, pour avoir l'envie du retour à la terre ? « Ça fait mal au cœur, on se dit que dans dix ans, on ne sera même pas assez nombreux pour faire une partie de cartes. C'est lamentable. » Et Jean-Paul, qui se sent bien dans sa peau d'agriculteur, attaque : « Les filles, ce sont elles qui n'ont pas évolué. Elles refusent de voir la vie en face. Elles jouent la carte de la facilité. Mais, tu sais, j'ai bon espoir. Parce que mener une exploitation seul, ce n'est pas la peine. Maintenant la femme a, au même titre que son mari, la responsabilité de l'exploitation. »

Il sourit. « Celles qui partent, elles ne savent pas ce qu'elles perdent. » Et prenant une pêche encore chaude : « C'est combien, sur les marchés de Paris ? Pour nous la fin de saison est plutôt bonne ; on nous les achète 80 centimes ! »

JOSETTE BARBIER

Quand la montagne devient désert

L'agriculture de montagne n'est pas, en France, un phénomène marginal. Sa contribution dans la production agricole nationale n'est pas mince : 30 % de la viande ovine, 7,5 % de la viande bovine, 95 % du lait de brebis, 8,5 % du lait de vache, 6 % de la viande de porc, 15 % de la production fromagère. Sans parler de la forêt. De surcroît, elle approvisionne l'agriculture de plaine en produits de qualité. Par exemple en jeunes animaux à engraisser. Seulement, ces productions ont souvent un prix de revient un peu plus élevé que dans les régions de plaine. C'est qu'à la fois le climat y est plus rude, la taille des exploitations y est plus exiguë — 37 % des exploitations ont moins de 5 hectares, 60 % moins de 10 — et la mécanisation plus difficile.

Mais les conditions de vie des habitants y sont aggravées par l'insuffisance des équipements collectifs. Un rapport du Conseil économique et social de juin 1973 résume ainsi la situation : « La scolarité se heurte à des difficultés particulières... Les fermetures d'écoles communales allongent la durée des parcours... Les enfants, s'ils veulent poursuivre leurs études, doivent quitter leur famille pour vivre en régime d'internat très coûteux... L'équipement sanitaire et social laisse à désirer... Les transports publics de voyageurs sont trop rares pour couvrir l'ensemble des besoins. La suppression des lignes S.n.c.f. entraîne le dépérissement des zones de montagnes... Le service postal et le téléphone sont loin de correspondre aux besoins... L'équipement électrique est particulièrement défectueux... Le très faible développement des moyens de circulation, des dessertes routières notamment, gêne considérablement le développement de ces régions... Il n'existe que très peu d'équipements culturels ». Il est à noter que le Conseil économique et social n'est pas connu comme un repaire de dangereux agitateurs.

L'ENJEU SUEDOIS

par Olof Palme

C'est bien triste pour eux : le croc encore rouge d'avoir charogné sur le socialisme chilien, les envoyés spéciaux de la « grande presse » avaient fait le voyage de Stockholm pour voir s'écrouler Olof Palme sous les coups de la droite. Ils en sont pour leurs frais : le match nul permet — comme en boxe — au détenteur du titre de le conserver.

Le pari est maintenant de savoir comment les sociaux-démocrates — soutenus par les communistes, comme dans la précédente législature — poursuivront la nouvelle grande série de réformes cherchant à libérer l'homme d'un certain nombre de ses frustations dans son cadre de travail (voir notre précédent numéro). C'est ce que rappelle ici un texte du Premier ministre suédois, et c'est un objectif dont la mise en œuvre — par un gouvernement « demi-majoritaire » ou par recours à de nouvelles élections — ne saurait être entravée.



Dans la société moderne, il y a, et c'est réjouissant, une tendance à la démocratisation, à l'éclatement des vieilles hiérarchies datant du temps de la société marquée des classes. Mais, sur les lieux de travail, le poids du passé se fait encore sentir. Il y a, dans le traitement social des diverses catégories d'employés, des différences qui n'ont pas de motivation rationnelle. Il y a un processus de décision hiérarchique et des méthodes de travail de plus en plus automatisées qui ne laissent que peu de place à l'initiative personnelle. 90 à 95 % des jeunes en Suède reçoivent aujourd'hui une formation de 11 à 12 ans. Ils ont ainsi un arrière-plan éducatif tout autre que les générations précédentes. Ils apprennent en outre à l'école qu'ils ont droit à la participation, à l'influence démocratique et à la décision prise selon un ordre démocratique. Ils en voient trop peu quand ils entrent dans leur vie de travail. Là, il n'y a pas grand-chose de changé.

Mon prédécesseur, Tage Erlander, a souligné la tension qui risque de naître dans les démocraties modernes. Nous exigeons que les citoyens soient bien informés et forment leur jugement propre sur les questions les plus complexes ; ils doivent avoir une opinion sur l'avenir de l'Europe, l'orientation de la politique agricole, l'importance nécessaire des réserves de valeurs... Mais, dans la vie de travail que mènent la plupart des hommes, ils ne trouvent guère d'utilisation pour ces connaissances. Là, ils doivent s'adapter aux directives et aux ordres. Ils ne peuvent même pas décider de la position que leur corps doit avoir quand ils s'occupent de leur machine. Un technicien, un ingénieur ou un psychologue qui sort d'une grande école arrive et leur dit qu'ils doivent se tenir comme ça. Ils peuvent encore moins décider quoi que ce soit concernant les machines de l'usine, la forme que revêt leur lieu de travail, ce que l'usine doit fabriquer, etc.

Ce n'est pas mon intention de peindre inutilement en noir. Il y a eu, dans mon pays et dans d'autres, de franches améliorations en ces domaines. Mais je crois, quand même, que beaucoup de l'agitation et de l'impuissance que les hommes connaissent dans la société industrielle moderne peut s'expliquer par ces conditions concrètes. Ceci est aussi une explication des climats de révolte et de la nostalgie romantique pour le passé, qui sont des caractéristiques qu'on retrouve dans tous les Etats industrialisés. Ceci alimente l'illusion que l'on peut tout bonnement résoudre les problèmes en écrasant à la hâte un système existant, ou en rétablissent un système que l'évolution a depuis longtemps dépassé. Mais l'utopie ou l'idéal restent peu intéressants s'ils ne sont qu'une nostalgie pour un futur ou un passé diffus. Ils ne sont intéressants que s'ils se rattachent à la réalité et peuvent influencer le comportement dans le présent. Alors, on peut modifier le système.

Nous devons donc attaquer les problèmes par le biais de réformes pratiques graduelles. Cela exige, comme toujours, de la patience. Nous avons essayé, en Suède, de nous y mettre. Permettez-moi de donner quelques exemples.

Une loi doit donner une plus grande sécurité d'emploi, avant tout pour les plus âgés sur le marché du travail. Nous misons sur une réforme étendue du milieu du travail. Entendez par-là que les salariés doivent avoir la possibilité d'agir directement sur la forme à donner à leur propre lieu de travail.

Nous expérimentons diverses voies pour édifier la démocratie industrielle, notamment une loi qui doit donner aux employés le droit de représentation au conseil d'administration dans toutes les grandes entreprises. Mais nous sommes pleinement conscients qu'une telle représentation dans l'administration, ce n'est pas assez. Ce n'est qu'un chaînon dans la démocratisation. La démocratie prend une plus grande signification lorsque c'est à la base, dans l'atelier, qu'on situe le plus les possibilités directes d'influencer les décisions. C'est dans ce but que nous avons travaillé à des modifications importantes de notre code du travail.

Une politique ainsi orientée implique un élargissement du concept traditionnel de bien-être, qui aura vraisemblablement des conséquences radicales sur tout le milieu industriel. La question se pose naturellement de savoir si cela implique une menace pour l'évolution économique. J'en suis persuadé, ce ne doit pas obligatoirement être le cas. Si l'on s'abstient de réformer la vie de travail, les hommes vont fuir — autant que faire se peut — le travail industriel, ce qui aurait des conséquences dévastatrices sur l'essor économique. Toute notre expérience montre qu'une rénovation sociale apporte aussi un stimulant à l'économie. Le progrès doit, en définitive, se fonder sur la confiance en l'avenir des grands groupes de salariés. Cette confiance doit s'ancrer dans une évaluation positive de la situation du travail professionnel pratique dans la société moderne. Cette évaluation positive ne doit pas en rester à des phrases générales. Elle doit se traduire par des mesures pratiques qui améliorent les conditions de travail des hommes et la qualité de leur vie.

Parlant de l'expérience suédoise, j'ai profité de l'occasion pour exposer des problèmes que nous n'avons pas encore résolus de manière satisfaisante. Ceci en tenant compte du fait que ces problèmes sont ou seront très vite communs à tous les pays industrialisés. On parle parfois du « modèle suédois ». Personnellement, j'ai toujours réagi contre cela. Car un modèle suppose quelque chose d'atteint, de parachevé — mais aussi par là de stagnant. Nous n'avons pas du tout atteint tout ce vers quoi nous tendons, nous sommes loin d'être parfaits, nous avons au contraire beaucoup de fautes et de carences. Et nous n'avons vraiment pas les moyens de stagner, car il n'y aurait plus d'expérience suédoise.

Mais ce dont par contre on peut parler, c'est d'une méthode de travail suédoise. L'expérience suédoise pourrait peut-être servir comme preuve de la possibilité du progrès social. Il est possible, en collaboration avec les grands groupes de salariés, de changer la société d'une façon démocratique.